

PROJET FEDERATEUR LABELSUD

La filière de cacao « Bio – équitable » une alternative pour le cacao à SÃO TOME

**Étude comparative et interaction avec la filière
conventionnelle**

**RAPPORT DE MISSION
10 au 19 Novembre 2006**

**Michel Dulcire
Gilles Roche
CIRAD - TERA n° 62/06**

Résumé

Cette mission s'inscrit dans le cadre du projet fédérateur Labelsud. L'objectif de la mission était d'étudier, dans le cadre de la comparaison de filières de cacao conventionnelle et « bio-équitable », comment cette dernière filière a réussi à construire un produit de qualité différenciée, et avec quels effets.

Lors de cette étude les thèmes suivants ont été abordés :

- La situation de la filière avant la construction de la filière « bio-équitable » : les pratiques, attentes et motivation des producteurs et autres acteurs.
- Mise en place de la filière différenciée : Les pré-requis géographique, qualitatifs, techniques, organisationnels ainsi que les conditions financières et institutionnelles.
- La co-construction de la relation producteurs-acheteurs, l'apprentissage, l'exclusion, la mise en place d'itinéraires techniques (agriculture biologique, qualité du produit), organisationnels et sociaux économiques.
- La comparaison des effets techniques, économiques et sociaux observés pour les acteurs directs de la filière d'une part, et pour les producteurs de cacao non membres de la filière bio équitable d'autre part.

L'étude propose une interprétation de la situation au niveau du cacao de l'ensemble de l'île. L'étude comparée des deux filières est faite sur la base d'enquêtes compréhensives au niveau d'exportateurs, organismes publics, entretiens avec des producteurs et autres acteurs, des filières conventionnelles et bio-équitable.

Les guides d'enquête ont utilisé les travaux Labelsud 2005 (mémoire I Bocoum notamment)

Mots clé : Agriculture biologique - Cacao - São Tome - Filière - Label

Sommaire

<i>Remerciements</i>	4
1. Cadre de la mission	5
2. Objet de la mission, et produits attendus	5
3. São Tomé e Príncipe : quelques éléments géographiques et historiques	7
4. La production de cacao : histoire, et évolutions après indépendance	11
5. La mise en place de la filière bio-équitable	15
La demande initiale du FIDA, la demande résultante de KAOKA, les attentes des producteurs, construction d'un cahier des charges commune	15
5.2 La construction de la filière Cacao bio	16
6. Les filières conventionnelle et « Bio-équitable », état des lieux	23
6.1 Production	23
6.2 Relation contractuelle	26
6.3 L'organisation	26
6.4 L'appui technique	29
6.5 L'apprentissage	31
6.6 Politique publique	32
6.7 Relation entre les filières	33
7. Effets de la filière « bio-équitable » sur le secteur	36
7.1 La situation	36
7.2 Analyse des impacts	39
8. Conclusions et perspectives	43

Annexes

- Annexe 1 : programme de la mission
- Annexe 2 : termes de référence
- Annexe 3 : trame d'enquête
- Annexe 4 : Liste des personnes enquêtées
- Annexe 5 : présentation des premières conclusions sur place

Liste des tableaux et graphiques

Carte : les deux îles de São Tomé

Schéma 1 : évolution du statut de la main d'œuvre agricole et des modes d'exploitation à São Tomé

Schéma 2 : demande de FIDA, et sa traduction par les acteurs

Schéma 3 : reconstitution du processus agricole depuis l'indépendance

Schéma 4 : construction de la « filière KAOKA »

Schéma 5 : les deux filières cacao à São Tomé

Graphique 1 : production de Cacao à São Tomé e Príncipe

Graphique 2 : évolution des surfaces et de la production de cacao de 1985 à 1999

Tableau 1 : caractérisation des attributions de terres, 1993 à 2005

Tableau 2 : évolution des exportations de cacao, 2000-2004

Tableau 3 : cahier des charges des 3 parties

Tableau 4 : communautés et nombre d'agriculteurs correspondants en contrat avec KAOKA (île de São Tomé), et surfaces et tonnes exportées

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier tous ceux qui ont accepté de nous recevoir et de répondre souvent avec franchise et conviction à nos nombreuses questions, ainsi que pour la qualité de leur accueil.

- Antonio Dias, responsable du cacao « Bio » au sein de PAPAFPA, qui nous a préparé les rendez vous, accompagné et introduit auprès des acteurs interviewés sur place
- Le personnel du PAPAFPA
- Le responsable de l'ONG ADAPPA
- Les représentants et membres des différentes communautés de producteurs qui ont patiemment accepté de répondre à nos questions (cf. liste en annexe 4)
- Le directeur général du CIAT pour sa coopération, et les chercheurs
- Le chargé de coopération de l'Ambassade de France qui a accepté de nous rencontrer
- Jean-Marie Kalms, CIRAD-TERA, qui a travaillé 4 ans à São Tomé
- André Deberdt, directeur de KAOKA, pour son accueil, sa franchise, et sa confiance, et qui nous a facilité le contact avec l'ensemble des membres du réseau qui s'est constitué en réponse à sa proposition d'achat de cacao de São Tomé

Nous remercions bien entendu Abel Dumont animateur du Projet Label Sud pour ses conseils et appuis pour la documentation et la méthodologie de travail

1. Cadre de la mission

Le projet fédérateur Label Sud a comme objectif de développer des échanges méthodologiques, des initiatives conjointes et les projets, en interne CIRAD et avec des partenaires, sur le thème de la qualification et certification des produits tropicaux.

Les activités du projet fédérateur se développent autour de 3 axes principaux :

- La qualité spécifique, principalement les indications géographiques
- La qualité générique, en particulier la conformité sanitaire
- La qualité environnementale et sociale au sens large, écolabels, labels équitables, éthiques...

C'est dans le cadre du troisième axe « LabelSud » que cette mission a été entreprise.

2. Objet de la mission, et produits attendus

L'objectif de la mission était d'étudier et de comparer deux filières de cacao, l'une conventionnelle et l'autre « bio-équitable ». Cette dernière a été construite à l'initiative de la société KAOKA : un partenariat a été établi avec la CECAB (Coopérative d'Exportation de Cacao Biologique, São Tomé et Príncipe). Cette « coopérative » est un regroupement de communautés rurales. Comment et à quelles conditions cette dernière filière a-t-elle réussi à se mettre en place et garantir un produit de qualité différenciée, et avec quels effets ?

L'étude, après une comparaison entre cette filière différenciée et la filière conventionnelle, s'attache à mettre en valeur les interactions qui existent entre ces deux filières. L'objet de la mission (cf. annexe 3) était également de contribuer à documenter et à mettre en évidence les modes de mise en place d'un « dispositif en partenariat » qui a été construit en réponse à la demande de l'industriel chocolatier, et la place et le rôle qu'y a tenu la recherche.

Les guides d'enquête ont utilisé les travaux Labelsud 2005.

Nous avons interviewés des personnes de l'ensemble des 2 filières, agriculteurs et non agriculteurs. Les enquêtes ont été menées sur un mode compréhensif (Kaufmann 1996), de façon individuelle et/ou collective. Elles avaient comme objectif de préciser :

- La situation de la filière avant la construction de la filière « bio-équitable » : les pratiques, attentes et motivation des producteurs et autres acteurs.
- La mise en place de la filière différenciée : Les pré-requis géographique, qualitatifs, techniques, organisationnels ainsi que les conditions financières et institutionnelles.

- La co-construction de la relation producteurs-acheteur, l'apprentissage, l'exclusion, la mise en place d'itinéraires techniques (agriculture biologique, qualité du produit), organisationnels et sociaux économiques.
- La comparaison des effets techniques, économiques et sociaux observés pour les acteurs directs de la filière d'une part, et pour les producteurs de cacao non membres de la filière bio-équitable d'autre part.

Pour cela (comparaison) il s'agissait en particulier d'identifier et de qualifier :

- Les demandes initiales de l'industriel chocolatier ;
- La traduction de la demande industrielle, en termes sociotechniques et organisationnels ;
- Les facteurs qui ont permis mais aussi freiné l'élaboration et la mise en place de ce dispositif ;
- Les attentes des agriculteurs des deux filières ;
- La place et le rôle de la recherche São Toméenne ;
- Et enfin les innovations sociotechniques et organisationnelles appropriées par les acteurs de la filière « bio-équitable ».

L'étude propose une interprétation de la situation au niveau du cacao de l'île. Globalement, cette filière différenciée fragilise-t-elle les autres producteurs, ou a-t-elle pour eux un effet d'entraînement ? L'étude après une comparaison entre cette filière différenciée et la filière conventionnelle s'attache à mettre en valeur les interactions qui existent entre ces deux filières.

L'étude comparée des deux filières sera faite sur la base d'enquêtes complètes au niveau d'exportateurs, d'organismes publics, et d'entretiens avec des producteurs et autres acteurs, des filières conventionnelle et bio-équitable.

Afin de mieux comprendre l'intérêt du chocolatier et le potentiel qualitatif du cacao local, lors des visites de parcelles une évaluation organoleptique du cacao frais a été faite.

Ce rapport présente quelques unes des premières conclusions de la mission sur ces points. Il est rédigé sur un mode de mise en récit des enquêtes complètes (Kaufmann 1986), et rend compte des représentations des personnes interviewées, quant à l'histoire, les modes de fonctionnement, l'avenir, etc.

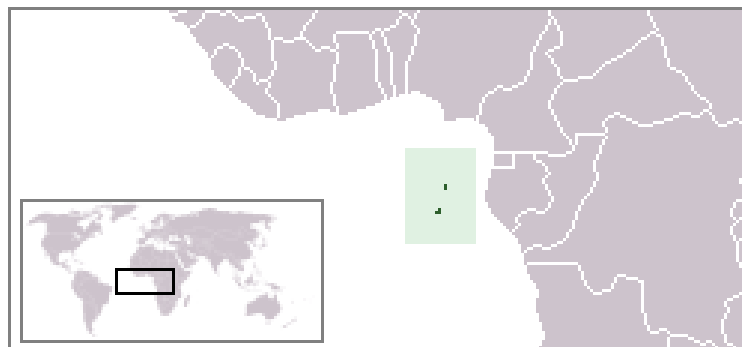
A l'occasion de ce travail a également été testée « la grille d'analyse des effets de la segmentation des marchés par la qualité : Le cas des producteurs de produits tropicaux » préparé par Bocoum (2005) dans le cadre de son Mémoire de Master réalisé au sein du projet fédérateur Labelsud.

3. São Tomé et Príncipe : quelques éléments géographiques Quelques éléments historiques sur la colonisation et l'évolution des systèmes agraires

Les deux îles de São Tomé et de Príncipe sont situées au niveau de l'Équateur dans le golfe de Guinée : elles ont des superficies respectives de 860 km² et 141 km². Ces îles sont d'origine volcanique, au relief accidenté, avec un sommet de 2024 m sur l'île de São Tomé.

Les sols sont en général de bonne qualité : noirs, profonds, avec une bonne teneur en matière organique, azote et bases échangeables, d'une bonne acidité et une dominante ferralitique, et avec un drainage satisfaisant. L'on considère que 50.000 à 60.000 ha sont aptes pour l'agriculture sur l'île de São Tomé.

Carte 1 : les deux îles de São Tomé



Source : Wikipedia

Le climat est de type insulaire tropical humide avec deux saisons des pluies : de mars à mai pour la petite et d'octobre à décembre pour la grande. La topographie abrupte, ainsi que les vents océaniques en provenance du sud-ouest, créent une grande diversité d'habitats : le nord-ouest de São Tomé, protégé des vents, reçoit une

pluviométrie annuelle moyenne de 2000 mm et est couvert de savane. Le Sud-Ouest, très arrosé (7000 mm) et plus chaud, possède une végétation luxuriante.

Les superficies cultivées occupaient 54 000 ha en 2002 dont 47 000 ha en cultures permanentes, dont 22000 ha de cacao, alors que les forêts et bois représentaient 50 000 ha (Recensement Agricole de 1990).

En 2004, la population de l'île de São Tomé était de l'ordre de 140.000 personnes, et de 40.000 sur l'île de Príncipe.

Par ailleurs 90 % des denrées alimentaires doivent être importées (CNRS 1999)

L'île, qui était inoccupée¹, fut abordée le 21 décembre 1470 (jour de la Saint Thomas) par Joao de Santarem et Pedro Escobar, navigateurs portugais. Jusqu'à l'abolition de l'esclavage en 1869, Príncipe restera un important marché d'esclaves.

Cet esclavage a « permis », dès le 16^{ième} siècle, l'exploitation de canne à sucre par des colons portugais. Vers le milieu du 17^{ième} siècle cette culture s'arrête. Le pays produira principalement des produits vivriers, les zones basses (jusqu'à 800 m d'altitude) seront cultivées de façon intensive (pâturages, canne etc.) du début du XIX^e siècle jusque dans les années 1870. Le café sera massivement introduit au début du 19^{ième} siècle. Puis le cacao le sera au début du 20^{ième} siècle.

Une partie des zones en pente sont aujourd'hui reconquises par des forêts secondaires (*capoeiras*) (cf. tableau 1).

Les terres étaient possédées en quasi-totalité par des colons portugais. En 1870, année de la suppression de l'esclavage, 15 grandes exploitations occupaient la quasi totalité des terres cultivables (Gründ 2006).

L'esclavage sera aboli en 1876, mais la société coloniale perdure et les conditions de travail des ouvriers agricoles dans les plantations s'inscrivent en travail forcé dont les modèles étaient semblables à ceux existant au Moyen-Âge dans leur pays (d'après Joiris et De Laveleye 1998).

En 1951, São Tomé & Príncipe devient une province d'outre-mer portugaise. En 1953, les autorités coloniales matent brutalement les émeutes dirigées contre les planteurs portugais. Les *Forros* (descendants d'esclaves libérés) refusent de travailler dans les plantations, 1000 d'entre eux seront tués par les troupes portugaises.

En 1975, au moment de l'indépendance², la population était constituée : de colons portugais, de l'ordre de 2000 personnes dont les propriétaires terriens ; de population « locale » (les *Forros*, anciens esclaves et métis) ; et de travailleurs agricoles provenant des îles du Cap Vert, de Mozambique et d'Angola³. Au moment de l'indépendance la plupart des portugais et une partie importante des travailleurs agricoles quitteront le pays.

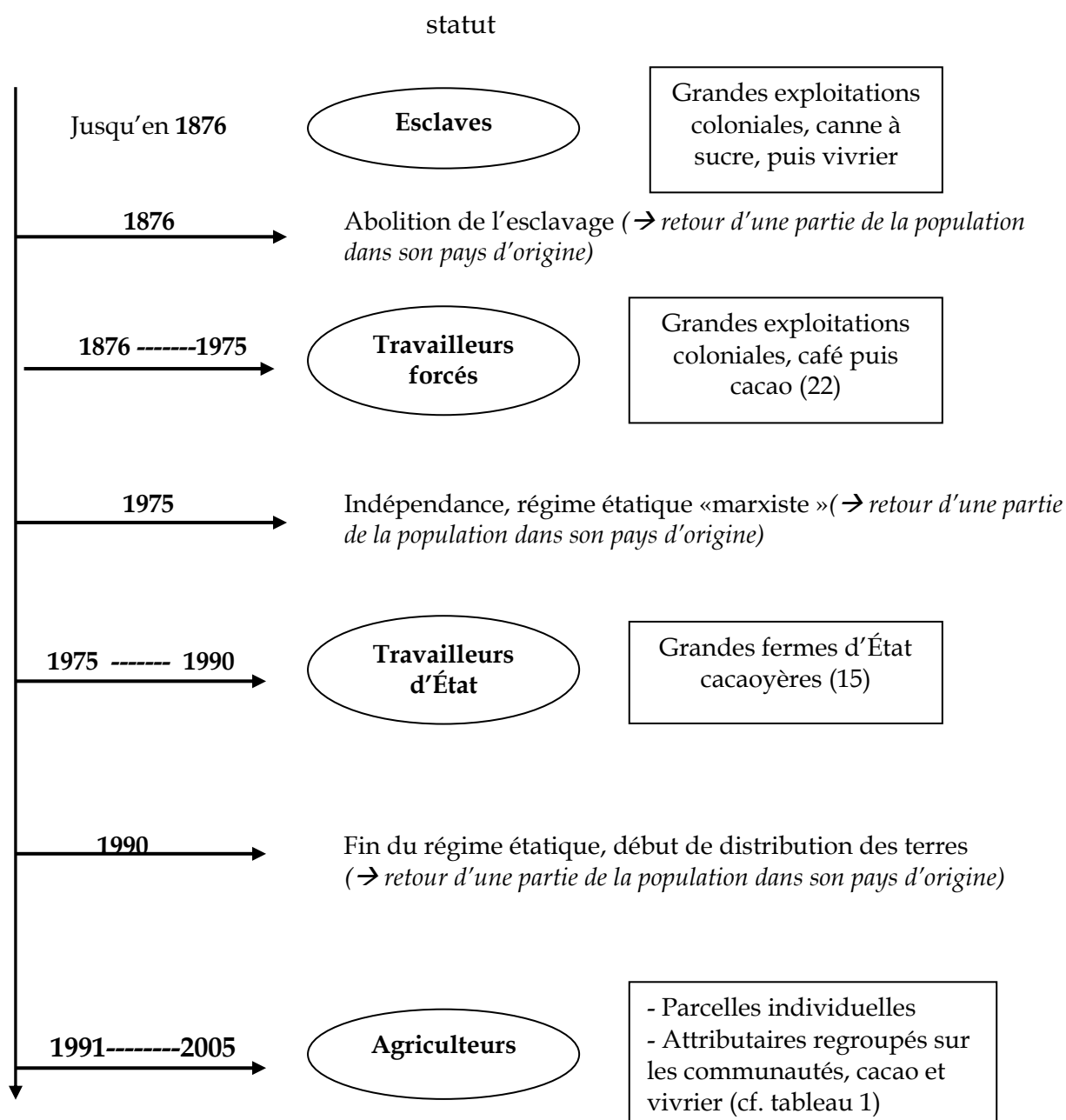
¹ Affirmation remise en cause depuis quelques années par des historiens africains (Gründ, 2006).

² Suite à la « Révolution des Oeillets » qui a renversé en 1974 le dictateur Spínola qui avait succédé à Salazar

³ Toutes colonies portugaises jusqu'en 1975

À l'indépendance en 1975, comme dans la plupart des ex colonies africaines du Portugal (Angola, Mozambique, Îles du Cap Vert), un régime d'obédience « marxiste » s'est installé, et l'ensemble des 26 exploitations coloniales seront nationalisées. Ces exploitations sont composées de communautés (*dependências*, cf. 4.). Des fermes d'État (15) seront alors mises en place, par fusion de plusieurs plantations coloniales pour certaines. Les travailleurs à disposition des colons resteront ainsi salariés, de l'État. Leurs conditions de travail et d'habitat restent difficiles (*id.*).

Schéma 1 : évolution du statut de la main d'œuvre agricole et des modes d'exploitation à São Tomé



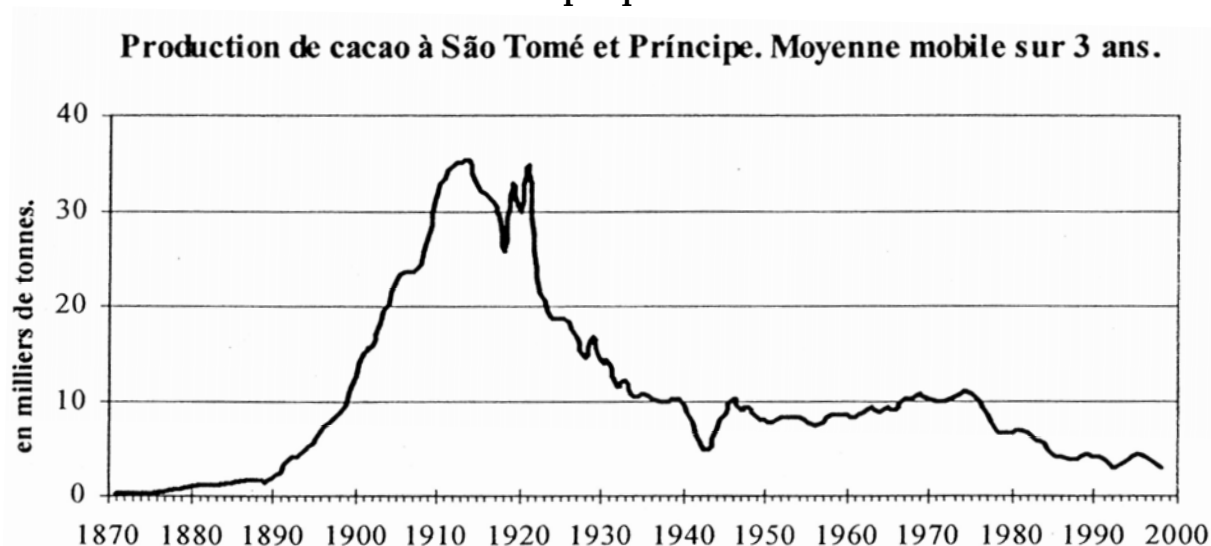
Le changement de gouvernement en 1990 favorisera la redistribution progressive des domaines d'État, à une grande partie de ces salariés qui deviennent ainsi exploitants agricoles (cf. tableau 1), au sein de « communautés » qui correspondent souvent aux fermes coloniales. Les anciennes fermes coloniales se sont donc transformées en fermes étatiques à l'indépendance, puis en « communautés » d'agriculteurs et moyennes entreprises à partir de l'année 1993 (cf. tableau 1). Leurs habitats sont ceux des fermes coloniales, c'est-à-dire des logements d'une surface très faible (10 à 12 m²) par famille, logements alignés en barre. Ils ont été peu entretenus depuis l'indépendance et apparaissent généralement très dégradés (enquêtes et observations lors de la mission).

4. La production de cacao : histoire, et évolutions après l'indépendance

C'est dans la première partie du 19^{ième} siècle que fut introduit depuis le Brésil le cacao dans ces îles. Il s'agissait de cacaoyers « *Amelonado* ». Au début du 20^{ième} siècle seront introduites depuis le Cameroun d'autres variétés originaires d'Amérique centrale et du sud. Par la suite à partir de 1965 un travail d'amélioration génétique sera entrepris sur la station de Poto avec l'introduction de clones provenant de collections internationales qui seront utilisés pour créer des hybrides avec des clones locaux. Il ne semble pas que ce programme ait eu un impact important sur la production (Aguilar 1997)

Il est important de mentionner que c'est de ce pays que se feront les importations initiales de cacaoyers sur l'Afrique.

Graphique 1 :



Sources : Chevalier (1869-1872), FAO (1888-1899 et 1961-1998), Lass (1900-1960)

São Tomé bénéficiera d'un boom important du cacao dans les années 1910/1920 (cf. graphique 1), après la chute de la production en Amérique du Sud, en particulier l'Équateur⁴. São Tomé deviendra alors, pendant quelques années, le premier producteur mondial de cacao avec une production supérieure à 30.000 tonnes (cf. graphique 1). Cette période représente l'époque dorée du cacao à São Tomé et Príncipe, depuis surnommées « l'île chocolat » malgré les conditions « difficiles » auxquelles étaient soumis les travailleurs agricoles. Face à la crise économique, la surproduction mondiale a entraîné une baisse spectaculaire des cours, entraînant de très fortes variations de production sur courtes périodes (cf. graphique 1.).

⁴ En particulier suite à l'arrivée de maladies comme la moniliose (*moniliophthora roreri*) et le balai de sorcière (*crinipellis pernicioso*) (Dulcire Roche, 2006)

Le cacao provenait alors d'une monoculture conduite dans de grandes exploitations (*roças*) possédées uniquement par des colons portugais (*roceiros*). Elles étaient subdivisées en diverses dépendances agricoles avec leurs propres logements⁵ dans chaque dépendance.

Un « impressionnant réseau ferroviaire » reliait alors l'ensemble des communautés (*dependências*) d'un domaine. Un train « grimpait dans la montagne pour apporter vivres et matériels (tout venait du Portugal) et redescendait avec le cacao séché sur place pour l'embarquer directement sur les navires de l'entreprise » (Joiris et de Laveleye, 1998). Les plantations de cacao étaient toutes irriguées. Des infrastructures importantes du temps de la colonisation ont disparu : voies d'accès, train, irrigation.

A l'indépendance en 1975, ces 22 exploitations occupaient la quasi-totalité des surfaces agricoles : ces grandes plantations seront nationalisées et réparties en 15 fermes d'État. C'est à partir de 1991 que ces grandes exploitations d'État commenceront à être distribuées par communauté : en petites parcelles (entre 0,5 et 5 ha, 2,3 ha en moyenne), généralement à d'anciens ouvriers agricoles regroupés en communautés (de 15 à 130 membres) ; et en propriétés de taille moyenne (environ 300 exploitations entre 8 à 300 hectares). Ce processus s'accéléra à partir de 1993 (tableau 1), et marque une pause à partir en 2006⁶, date à partir de laquelle il ne resterait plus de grandes exploitations.

Lors de la distribution des terres par communauté⁷, il semble qu'il y ait eu une forte hétérogénéité en ce qui concerne l'état des parcelles, et leurs surfaces attribuées de façon inégalitaire⁸, ce qui a créé une différenciation au niveau des caractéristiques des exploitations. Il faut en outre souligner que cette distribution a souvent été faite au bénéfice de personnes extérieures (Joiris et De Laveleye 1998). Ces personnes ont par ailleurs bénéficié de l'attribution de logements des salariés de la colonisation (*id.*), des logements correspondant à ceux des ouvriers de la colonisation, puis étatiques, aux dépens des anciens travailleurs devenant attributaires. Morel (1998) signale que 45 % des bénéficiaires ne résident pas dans la communauté (*dependência*) en laquelle ils ont bénéficié de parcelles.

Une autre disparité concernent de petits exploitants qui ont été attributaires de parcelles de très forte pente, généralement en vieilles cacaoyères, qu'ils abandonneront : cela explique en partie l'augmentation « forêt - jachère » (cf. tableau 1 ; et Lenfant 1995)

Enfin les règles prennent officiellement en compte la structure de la famille bénéficiaire. Une discussion informelle réalisée en avion lors du voyage de retour démontre que ces règles ont été peu respectées : dans ce cas 4 ha accordés à l'épouse, et la même quantité à l'époux.

⁵ bâtiment collectif occupé par une trentaine de familles qui occupent chacune un « compartiment » de 10-12 m² (Joiris, De Laveleye, 1998)

⁶ Il resterait peu de surfaces à attribuer, d'après notre entretien au ministère.

⁷ Les surfaces attribuées à chaque individu varient de 1 à 3 ha. La surface attribuée se réfère à 4 catégories de lots, officiellement..., qui sont construits à partir de variables âge, densité, type de sol, pente, etc. (Amoravain 2002). Elles sont distribuées par *dependência*.

⁸ Informelles, comme tend à le prouver notre enquête en avion

Tableau 1 : caractérisation des attributions de terres, 1993 à 2005

	Petits agriculteurs		Moyennes entreprises	Forêt et jachère	Total
Année	surface ha	Nombre de familles	Surface ha	Surface ha	Surface ha
1993	1592	846	1287	1067	3946
1994	3083	859	625	4664	8372
1995	2578	917	2099	1500	6177
1996	1764	730	321	2312	4397
1997	2472	1151	1692	2243	6407
1998	1161	665	83	1561	2805
1999	1166	750	171	212	1549
2000	1055	645	1450	1847	4352
2001	3966	1969	350	89	4405
2002	263	172	182	421	866
2003	190	32	25	30	245
2004	129	142	52	42	223
2005	390	252	777	1105	2272
Total	19809	9130	9114	17093	46016

adapté de données DIDROF, Ministère de l'Agriculture

Au total 9130 familles réparties en 153 communautés de petits producteurs et 227 « moyennes » exploitations bénéficient de cette distribution durant la période 1993 – 2005 (tableau 1).

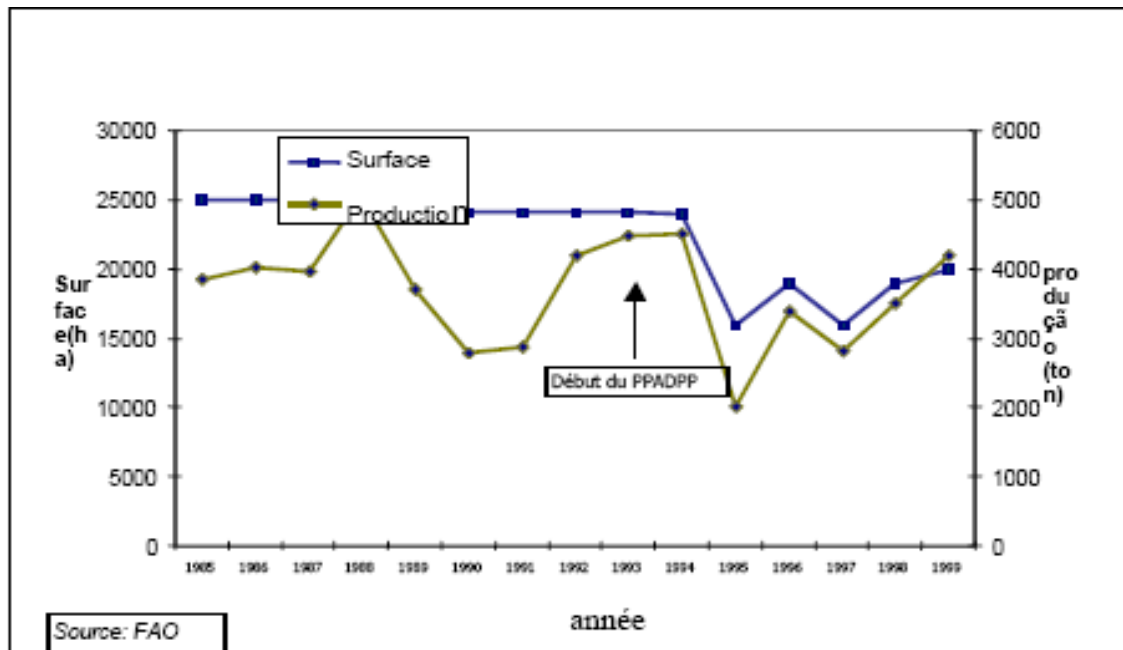
Tableau 2 : évolution des exportations de cacao, 2000-2004

	2000	2001	2002	2003	2004
Tonnes	2880	3650	3460	3800	2500

Source : adapté de Dos Santos, 2005

Depuis le début des années 1980 le pays ne produit plus que de l'ordre de 4.000 tonnes de cacao / an (cf. tableau 2). La chute de la production a commencé en début de la crise économique mondiale des années 1930. La mauvaise gestion, le manque de main d'œuvre et d'encadrement, la dégradation voire disparition des voies et moyens de transport et de l'irrigation mis en place par le colonisateur, ainsi que le vieillissement du verger ont contribué à la baisse de la production, qui s'est accélérée depuis l'indépendance.

Graphique 2 : évolution des surfaces et de la production de cacao de 1985 à 1999
(RNDH, 2001)



Malgré la distribution des terres, le commerce du cacao est resté dans les mains d'une petite élite (5 exportateurs) qui a réussi à s'approprier les infrastructures de traitement post récolte du cacao et qui est donc seule à pouvoir traiter le cacao qui est acheté frais (*goma*) aux petits producteurs.

Le prix d'achat au producteur est faible, de l'ordre de 0,23 \$ pour un kg de cacao frais : ce qui représente en équivalent cacao sec environ 600 \$/t soit 40% du cours international du cacao (1470 \$/t en Novembre 2006). Ce bas prix et la non prise en compte de la qualité au niveau des achats se traduit par une spirale de baisse de prix et de baisse de la qualité du cacao.

Enfin le cacao de São Tomé est essentiellement utilisé pour la production de beurre de cacao. Toutefois, le pays reste classé par l'Organisation Internationale du cacao comme un producteur de cacao fin à 50% (Accord international du cacao 1986, CCI 1991), et fait donc partie à ce titre des zones de production historiques.

De 1995 à 2000, des projets de développement, cofinancés par la Banque Mondiale, la France, le Portugal, avaient comme objectif le « développement du cacao ». Ils ont eu peu de résultats marquants ()

5. La mise en place de la filière « bio-équitable »

Note 1 : lors des enquêtes il y a eu difficulté d'obtenir des réponses spontanées.

Note 2 : notre interrogation sur des éléments du contrat/cahier des charges qui devraient ou pourraient évoluer selon eux : chacun a déclaré que tout était parfait.

Note 3 : Notre proposition aux interlocuteurs de questions à notre égard n'a jamais été relevée

Note 4 : les modes d'expression ainsi que les contenus des réponses des producteurs enquêtés sont fortement liés à la date d'accession individuelle à la propriété, de 1992 à 2001 dans notre cas. Plus elle est récente, moins facilement le dialogue s'est construit

5.1. La demande initiale de FIDA ; la demande résultante de KAOKA ; les attentes des producteurs : organisation, construction d'un cahier des charges commun;

La demande initiale : FIDA veut en 1999 initier et mettre en œuvre des actions pour améliorer le revenu des agriculteurs, particulièrement bas, et celui de l'île de São Tomé (FIDA 2006). Le cacao représente la très grande majorité de la production agricole.

Elle contacte alors l'entreprise chocolatière française KAOKA (*id.*), spécialisée dans la commercialisation de chocolats noirs, « bio » et à forte teneur en cacao. KAOKA a déjà une bonne expérience de la mise en place de filières de cacao « bio ». Son directeur André Deberdt actu au début comme un consultant. Cependant KAOKA est à la recherche de cacao typés et fins, afin d'élargir sa gamme et de disposer d'un cacao améliorateur. (cf. schéma 2)

L'attente des producteurs de cacao et de leurs communautés (puis de leur coopérative créée) est énoncée comme « trouver » un système, une filière, ... afin d'améliorer / renforcer le prix d'achat, la stabilité du prix et de l'exportation, avant que de s'y intégrer pour y participer (cf. schéma 2).

L'interaction entre ces 3 demandes (attentes) se traduira en plusieurs années en une question commune (cf. schéma 2, et tableau 4) : « Comment (s')organiser (s.l.⁹) afin de produire de façon durable un cacao « bio » de qualité ? » Sa « résolution » débouchera en 3 ans, sur la construction d'un groupement de coopératives, et d'un cahier des charges commun (cf. tableau 3 et 4). Les 3 ans d'adaptation du nouveau mode de culture et d'organisation se mettent en place afin de déboucher en 2005 sur l'exportation de cacao labellisé. La durabilité du contrat est liée (entre autres) à la responsabilisation des agriculteurs, responsables et producteurs de base : elle est indispensable.

⁹ Au sens large

5.2. la construction de la filière Cacao bio

« avec un produit de qualité, São Tomé peut retrouver sa renommée passée » (Breillac 2003)

Le responsable de Kaoka intervient en 1999 pour un premier « coup d’œil » à São Tomé à la demande du FIDA. Le FIDA lui finance une mission d’étude quant aux conditions de mise en place d’une culture de cacao biologique sur l’île (cf. schéma 2). Ces fonctions le sensibiliseront à l’intérêt, comme industriel chocolatier, d’intégrer São Tomé comme fournisseur afin de diversifier l’origine des cacaos utilisés par son entreprise.

Les responsables du FIDA y voient un marché de niche intéressant et rémunérateur pour des producteurs à petite échelle. Le FIDA finance ensuite le démarrage du projet « cacao culture bio » dans le cadre du « Programme National d’Appui à l’Agriculture Familiale » (PNAPAF), la première réunion de concertation a eu lieu en septembre 2000.

Le FIDA a ainsi démarré en 2001 un « programme pilote cacao biologique », afin « d’appuyer la production et la commercialisation d’un cacao biologique et aromatique ». Ce cacao biologique représente une alternative conséquente, « la demande de produits bio progresse de près de 20 % par an dans le Nord »

Deux ONG locales ZATONA et ADAPPA, l’institut de recherche CIAT, l’organisme de certification ECOCERT, sensibiliseront des communautés en 2000, en réponse à cette demande (cf. schémas 2 et 4).

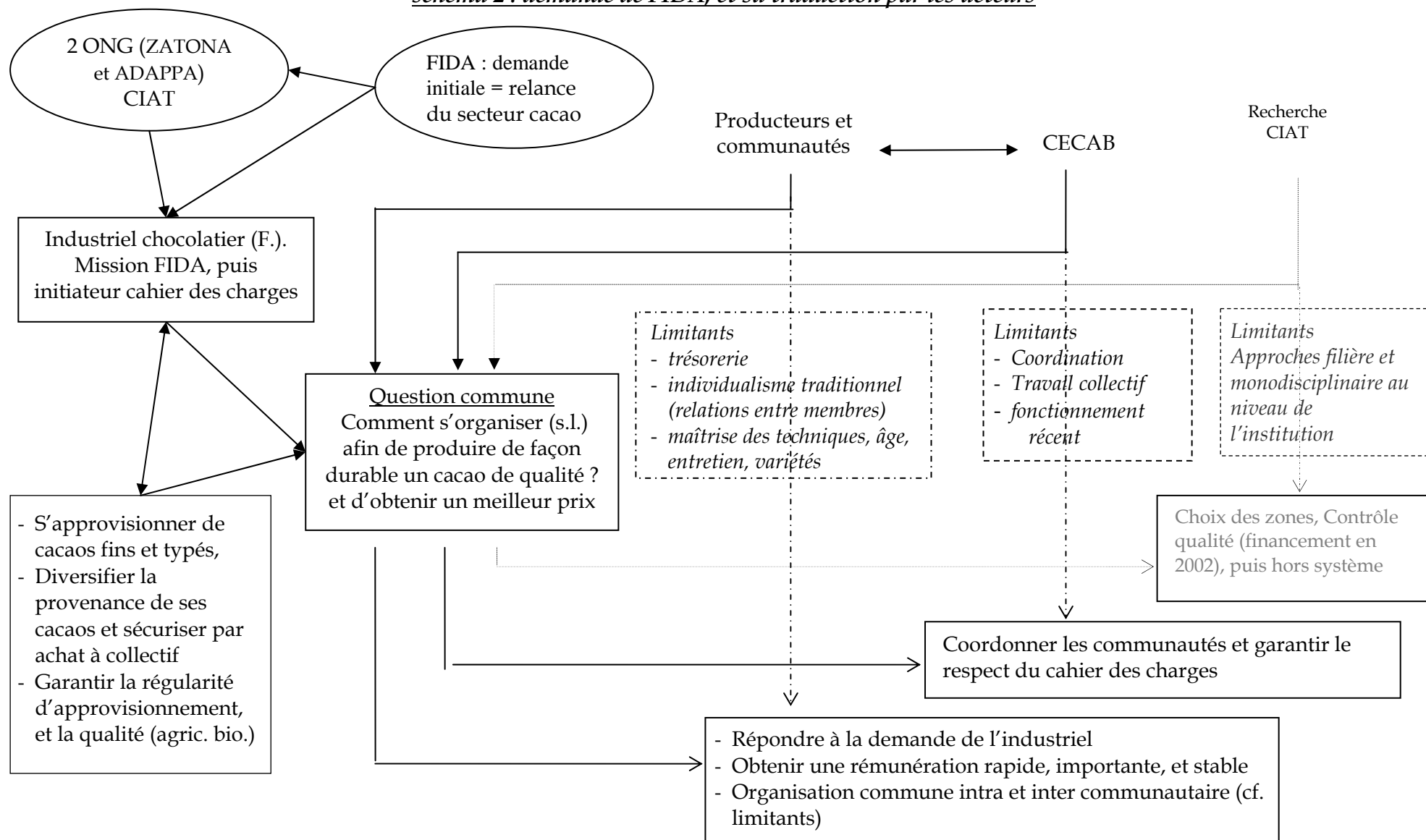
Onze communautés¹⁰ de producteurs de cacao, soit 380 exploitations familiales, s’engagent en 2001 dans cette opération.

- i- création du comité
- ii- rédaction des statuts avec participation des producteurs
- iii- légalisation avec élections pour 4 ans
- iv- construction participative des équipements
- v- traitement du cacao en collectif
- vi- vente sur marché traditionnel, de cacao sec, pendant les 3 ans (+ prime de 1500 Dobra)
- vii- désignation de 2 membres par communauté pour le collectif du CECAB
- viii- certification
- ix- début des achats

Un contrat « cacao » sur cinq ans a été signé en 2004 avant le début des achats en direct par KAOKA entre les participants au programme et l’entreprise KAOKA : le cahier des charges (cf. tableau 3) en fixe les obligations pour les deux parties. Depuis, les agriculteurs sont tenus de produire du cacao de qualité et l’entreprise française "acheter la totalité de la production ».

¹⁰ Plus une moyenne exploitation qui quittera le groupe avant 2005

schéma 2 : demande de FIDA, et sa traduction par les acteurs



L'appui au programme a été financé par AFD et PNAPAF en 1^{re} phase, et FIDA et PAPAFA en seconde phase. KAOKA a assuré le fonctionnement global du projet de 2000 à 2004 dans le cadre de son contrat avec le FIDA.

En 2005 KAOKA achète leur production (cf. tableau 4). Aujourd'hui vingt communautés participent à ce programme, soit 780 exploitations familiales comprenant 38 % de femmes (FIDA 2006)

Chaque communauté a ses infrastructures financées par différents projets d'appuis (cf. schéma 4) 20 communautés en 2006 (11 en 2005). Ces infrastructures comprennent :

- Des caisses de fermentation
- Des séchoirs solaires type tunnel
- Un local de stockage

Le contrat entre KAOKA et les communautés : ce contrat est en conformité avec la charte de l'association « bio équitable » :

Pour des obligations éthiques, équitable et écologiques, les entreprises de l'agriculture biologique s'engagent à :

- 1. Être en conformité avec l'un au moins des règlements d'agriculture biologique reconnus au niveau international (UE, JAS, NOP ..),*
- 2. Contractualiser des engagements entre les entreprises opératrices et les producteurs ou organisations de producteurs ou organisations de producteurs et/ou les représentant des acteurs intermédiaires des filières,*
- 3. La prise en charge partielle ou totale des coûts de certification biologique et de la vérification commerce équitable (Bio Équitable) par les entreprises opératrices,*
- 4. Une fourniture permanente par tous les moyens y compris financiers, d'assistance technique, d'aide à l'encadrement, de formation à l'agriculture biologique et durable et au cahier des charges Bio Équitable, de soutien à l'organisation, la gestion et à l'activité de techniciens autochtones, et cela dans le respect des cultures et traditions locales,*
- 5. Pratiquer une politique commerciale de « prix minimum garanti contractuel » permettant une juste rémunération des producteurs, pour subvenir décemment à leurs besoins et à ceux de leurs familles, et s'inscrivant dans un objectif de rentabilité économique de l'activité de production,*
- 6. Garantir le respect des droits élémentaires et fondamentaux de la personne, sur le refus de l'exploitation des producteurs, le respect des droits sociaux du travail (repos hebdomadaire, hygiène, sécurité et santé) et de la protection des enfants dans le travail :::,*
- 7. Développer une agriculture durable et un maintien du tissu local*

Le cahier des charges (cf. tableau 3) concerne les 3 groupes d'acteurs. Il a été construit et proposé par KAOKA à partir de ses démarches équivalentes en Équateur et de l'étude de faisabilité. Ce cahier a été accepté, sans « négociation » i.e. « sans débat » de la part des producteurs. Il est cependant évident que KAOKA a été dirigiste mais que les producteurs ou du moins leurs représentants ont été consultés pour la fixation des différentiels et du prix, sans réaction de leur part.

Tableau 3 : cahier des charges des 3 parties

KAOKA	Communautés	Coopérative CECAB
Assistance technique Agriculture biologique (AB)	Traçabilité produit Coordination – animation Respect règlement AB	Respect règlement culture biologique Traçabilité produit Coordination – animation
Coût certification	Contrôle interne	Contrôle interne
Normes d'exportation (Fermenté non calibré, % humidité, Taille mini de fèves)	Achat fèves fraîches Travail post récolte sur fèves fraîches (fermentation, séchage et tri) Conditionnement (sacs identifiés) Livraison au transporteur CECAB	Contrôle de qualité des fèves livrées par les communautés Transport Conditionnement et exportation du cacao
Financement assistance technique et appui à la gérance Préfinancement sans intérêt des achats	Payer le cacao au producteur à la livraison à sa communauté la première partie du prix, puis puis la 2 ^{ième} partie après acceptation par CECAB	Gestion flux produit et financier
Appui infrastructures	Respects des normes, participation active à la construction	Coordination des constructions des infrastructures
Développement associatif	Animation de la communauté, service aux associés	Réunions bimestrielles des représentants de l'ensemble des communautés
Prix du cacao FOB, dont prix mini garanti	Auto gestion, capitalisation	Auto gestion, capitalisation

Lors de nos enquêtes les différentes personnes et institutions enquêtées sur place présentent ce cahier des charges (le contrat) comme (très) favorable, intéressant, mais tous répondent n'avoir pas participé à son élaboration. De même personne ne fait état de modification à y apporter, à notre question précise sur ce point, car il est actuellement « très » bien tel quel.

Ceci nous fait émettre une première question (des doutes) quant à la connaissance et à la construction du cahier des charges. Nous pouvons énoncer entre autres un facteur limitant, qui a rendu difficile la mise en place du partenariat : le statut de salarié sous la colonisation, puis sous le régime « dictatorial » post colonisation, ont fortement empêché l'émergence d'initiatives individuelle et/ou collective. Cela explique que l'entreprise KAOKA ait été, sans grand débat avec les producteurs et communautés, à l'origine de la création et de la mise en route de la coopérative qui regroupe les communautés concernées, ainsi que de la formation afin de renforcer les compétences techniques et les capacités de gestion des communautés, et de la coopérative.

Tableau 4 : communautés et nombre d'agriculteurs correspondants en contrat avec KAOKA (île de São Tomé), et surfaces et tonnes exportées

	Commu- nautés	Agricul- teurs	Surfaces (ha)	Tonnes exportées
2005	11	380		67
2006	20	780 ¹¹	1700	150

Par ailleurs est programmée sur 2008 la contractualisation de 150 agriculteurs supplémentaires sur l'île de São Tomé (250 ha) et 215 sur l'île de Principe (700 ha), qui sont en cours de reconversion.

¹¹ Dont 38 % de femmes

Schéma 3 : reconstitution du processus agricole depuis l'indépendance

date	1975	1990 -1993 (→ 2006)	1999 -2000	2002	2000-2005, ...	2005-2006
Événement déclencheur	Indépendance	Changement sociopolitique (effondrement du bloc de l'Est)	Demande FIDA d'étude développement d'une filière « cacao biologique »	PNAPAF se termine PAPAFA prend la suite	Kaoka veut y construire un groupe coordinateur de cacao « biologique » ----- Autres communautés en dehors, sans évolution	- Fonctionnement CECAB - Exportation cacao bio (cf. tableau 6 à la suite)
Contraintes	Les fermes coloniales, nationalisées, incluait peu de São Toméens en gestion responsabilité	- Attributaires (ex-Salariés, et non agricoles) sans habitude de gestion (technique, économique) d'unités de production			- Modes de production « traditionnels », application de produits « chimiques » - accès routier aux communautés	
Acteurs	- Parti politique et gouvernement post colonial - Saliés étatiques = ex-saliés colonisés	- Représentants État - Saliés fermes collectives, mais aussi extérieurs au milieu agricole, promus exploitants individuels - Exportateurs		FIDA	- Communautés d'agriculteurs CECAB - Directeur Kaoka ----- - non CECAB, commun. restent soumis exportateurs	- Kaoka - Technicien (PAPAFA) - Agriculteurs membres - communautés de la coopérative / CECAB
Actions	Étatisation des fermes, organisation gestion	- Début de distribution individuelle des fermes d'État par communauté - Se poursuit encore (tableau 1)	Mission de directeur KAOKA	PAPAFA ne soutient plus – financièrement- les agriculteurs 'hors' CECAB	- Étude par la PNAPAF (1990) puis... cf. tableau - Élaboration du cahier des charges	Appui technique Appui financier Travail sur l'île de Principe
Résultats	Grandes fermes d'État	- Création de communautés - Ex-saliés mais aussi hors agriculture) deviennent producteurs agricoles individuels, mais au sein des communautés			- Fonctionnement de la coopérative collective CECAB - Gestion et fonctionnement des communautés membres	- fonctionnement communautés et CECAB - augmentation du nombre de communautés actrices - prix d'achat supérieur à celui hors contrat
Controverses	Saliés sous colonie, vs saliés Étatiques	Origine agriculteurs	appui		- construction d'un réseau - Culture biologique ? - Traitement post récolte collectif - Que fait la recherche ?	Statuts coopératives et traditionnels

Schéma 4 : construction de la « filière KAOKA »

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
FIDA	Initiateurs ¹² , et appuis financiers	puis appuis financiers (participatifs) : formations, primes avant 2005 (passage en bio), missions, infrastructures, etc.					
Directeur Kaoka	1999-2000 Début FIDA	Coordination du projet FIDA + conseils technique + Démarrage « projet bio »				Directeur KAOKA -----→	
PNAPAF, puis PAPAFA, ADDAPA	Étude coordonnée par PNAPAF			Mise en place PAPAFA. Appui réduit au seul secteur CECAB cacao bio	Techniciens intervenant sur les seules communautés de CECAB		
Communautés membres		----- 12 (puis 11) communautés initiales puis ----- →				11	20
Formations		Individuelles et collectives, inter et intra communautaires, techniques, gestion					
Vente			vente collective à acheteur local	Vente en sec sur marché local total production, + surprime ; coordonnée par CECAB, contrôlé par CIAT		Vente KAOKA	
CECAB		Construction progressive		création	Coordinateur / centralisateur des communautés		
CIAT		Zonage	Certification	Contrôle qualité		puis entièrement hors projet	
Ecocert		Certification annuelle extérieure					
Infrastructures			Financements [AFD, FIDA, puis KAOKA.] et construction des structures / communauté de fermentation et séchage				

¹² le FIDA, la Banque mondiale et la Coopération Française se sont engagés en 1999 à appuyer la réforme foncière de São Tomé.

6. Les filières conventionnelle et « bio-équitable », état des lieux

(note : les points exposés à la suite sont construits à partir des différents interviews, en regroupement par thème)

Lors des entretiens ouverts menées sur un mode « compréhensif » (au sens de Kaufmann 1996) avec des acteurs du secteur cacao de São Tomé, l'intérêt des interviewés a porté sur les aspects production, apprentissage dans la mise en place de la filière bio, la gestion des plantations, la mise en place d'une organisation, les conditions contractuelles, l'importance de l'appui technique, les relations entre les filières cacao bio et conventionnelle et la politique publique concernant le secteur agricole

6.1. Production

Attributaires et producteurs

La préférence du statut actuel d'exploitant agricole à celui précédent de salarié agricole étatique est unanime et souvent spontanément exprimée. Les producteurs estiment mieux « vivre » maintenant que lorsqu'ils étaient salariés. Il y a eu pourtant des inégalités d'attribution des terres au sein des communautés¹³, ce que plusieurs chercheurs énoncent également.

Ils vendent l'ensemble de leurs produits de façon individuelle, ce qui est également le cas des membres de la CECAB en ce qui concerne les productions hors cacao.

Cependant de nombreux « agriculteurs » ne sont plus présents sur leur exploitation, y compris pour les communautés de la CECAB : « Les ouvriers agricoles ne sont pas devenus agriculteurs ». certains ne viennent qu'occasionnellement afin de légitimer leur propriété¹⁴. Sur l'ensemble peu d'exploitants des communautés « hors CECAB » ont abandonné : le chiffre de 10 à 15 a été énoncé, selon les communautés visitées. Ils viennent de temps à autre sur leurs parcelles afin d'en garder la propriété. Cette position est liée à leur démotivation, mais aussi à des activités salariées.

Les surfaces en cacao diminuent régulièrement (cf. tableau 1), suite à l'abandon des parcelles les plus pentues et éloignées, selon plusieurs personnes. Beaucoup se sont « mal comportés » suite à l'attribution, ont abattu les arbres et sont partis de l'agriculture¹⁵. Cela se traduit par une baisse de la production, en quantité et en qualité (cf. graphique 2).

Une autre raison des baisses de rendement provient de l'âge des plantations, jamais renouvelées. Il est difficile au sein d'une communauté de se faire une idée précise car

¹³ « confirmé » en entretien avec une agricultrice dans avion de retour vers Lisbonne (on retrouve également cet aspect dans plusieurs documents, dont Breuillac 2003)

¹⁴ Nous avons précédemment énoncé le risque et les solutions généralement acceptées par eux, en base aux propositions de leurs collègues de la communauté.

¹⁵ Néanmoins ils y viennent régulièrement, afin de rester propriétaires.

certaines disent qu'il n'y a pas de différences (rendements) entre planteurs d'une même communauté. Des visites de parcelles au sein d'une même communauté font apparaître des parcelles en différents états donc a priori de rendements différents. Le gros problème auquel est confrontée la culture du cacao est nommé par eux « mildiou » (*pourriture brune : Phytophthora Palmivora*) : le règlement européen de l'agriculture biologique interdit de nombreux produits dont certains utilisés précédemment. Les autres producteurs enquêtés nous affirment que ces produits ne sont plus à prix bas (subvention) comme autrefois, et de fait ne l'utilisent plus (Debouvry 2003 l'a également relevé).

Tous les agriculteurs CECAB énoncent que le projet a changé beaucoup de choses. Le respect de normes amenant à y consacrer plus de temps est cité : entretien, ... ; a provoqué des réticences initiales. Comme souvent lors de la mise en place d'une organisation, au début les producteurs avaient des doutes, ils ont été convaincus en 2005 quand les exportations ont commencé

En ce qui concerne l'introduction de l'agriculture biologique, la première réaction d'une grande partie des adhérents de CECAB interviewés est d'énoncer une baisse de rendement liée aux non traitements¹⁶. Pour limiter la baisse des rendements, voire les augmenter, afin de permettre aux adhérents de « sortir de la pauvreté » (FIDA 2006), et de maintenir ce niveau de l'avis d'autres producteurs il y a augmentation de travail et d'attention. Mais le niveau de prix le compense bien nous soulignent-ils avec conviction. Cette baisse de production énoncée par certains a troublé au début, mais la « meilleure qualité », et donc le meilleur prix ont motivé à partir des premières exportations sous label « Écocert ». Par contre d'autres affirment que leur engagement technique a permis de réduire la baisse initiale de rendement.

Plusieurs nous ont déclaré commencer à bien travailler leur parcelle, donc y consacrer plus de temps. S'exprime également un début de conviction de la nécessité de rénovation des pratiques : taille, éclaircissement, augmenter la densité et remplacer les plants très âgés, remise en état des réseaux d'irrigation¹⁷, mis en œuvre par certains.

Il ressort une fierté d'être (apparaître) agriculteur bio, et un désir d'améliorer la productivité. Il semble que les meilleurs prix d'achat peuvent diminuer la peur vis-à-vis de cet engagement dans l'agriculture biologique, les interrogations quant à la durabilité devraient trouver des réponses. Par contre certes l'élimination des traitements a diminué les coûts d'intervention, « ne pas utiliser la chimie » est un aspect technique cité comme positif [rappelons qu'il est devenu pratique des « autres » cacaoculteurs, suite à l'arrêt des aides produits de traitement].

Quant à l'augmentation de rendements, la CECAB énonce les limites suivantes : densité de plantation, irrigation, petit camion pour les parcelles difficiles d'accès, pépinière centrale. Ces propositions rejoignent les conditions de production existant du temps de la colonisation (cf. 4).

¹⁶ Hors sulfate de cuivre

¹⁷ Certains auteurs soulignent que ce non entretien de ces réseaux datent de bien avant la décolonisation, mais pas de données précises

Les besoins systématiquement cités comprennent les besoins de financement, le matériel, l'appui technique (technicien) qui a disparu chez les « non CECAB » depuis 3 ans lors de la mise en place du PAPAFPA, suite à PNAPAF. Un autre risque concerne les vols, de plus en plus fréquents : certains groupes de CECAB ont des gardiens. Hors de la coopérative, faut-il prendre au premier degré les discours situant ce risque comme le facteur limitant voire empêchant le passage de la communauté au sein de CECAB ?

Et hors CECAB ? et hors cacao ?

Selon un responsable ministériel, 30% des terres sont abandonnées, et 30% ne sont que partiellement entretenues. Ces terres appartiennent à l'État et un inventaire sera fait pour récupérer les terres non entretenues. Si ce problème des parcelles abandonnées (= foyer de maladies et de ravageurs) est important pour les agriculteurs CECAB car le travail sur ces parcelles ne peut se faire qu'avec l'accord des propriétaires, nos entretiens nous font remarquer que ces constatations et perspectives ont également été exprimées par des agriculteurs hors CECAB. Cette volonté relève l'importance pour les producteurs de s'organiser. Par ailleurs nos interlocuteurs de CECAB présentent le projet de recenser ceux qui ne veulent pas travailler au post récolte, qui n'entretiennent pas bien leurs parcelles.

L'ensemble des agriculteurs-trices enquêtés-e-s énoncent la diversité de leurs productions, et des ventes effectuées sur le marché. Ils soulignent bien que le plus important pour eux est le cacao, mais l'affirmation, souvent spontanée, illustre l'importance de la diversité des productions (bananes, taro, fruits, etc.), même si son poids économique semble faible. L'ensemble des exploitants gère des cultures intercalaires au cacao : banane, jacquier ; et des élevages, moutons, chèvres, porcs ; voire produits de pêche... Ces activités diverses semblent plus importantes pour les exploitations hors CECAB.

Mais il existe des problèmes d'écoulement sans coordination donc sans organisation, aspect soulevé régulièrement par les enquêtés agriculteurs ou non.

Les conditions du marché et le manque d'organisation des producteurs font que l'augmentation de la production d'une nouvelle culture (hors cacao) par un agriculteur est difficile, car aucune autre association de producteurs n'existe hors CECAB. Plusieurs enquêtés (agriculteurs et non) font état de cette limitation, et des surproductions régulières de plantes vivrières non exportées.

Enfin, il faut souligner que plusieurs acheteurs (français, suisse...) sont récemment venus en recherche de cacao fin de qualité : leur implication devrait favoriser les situations des producteurs concernés. Le responsable de la CECAB ne les a pas reçus. Néanmoins ces visites ont provoqué différentes réactions chez nos interlocuteurs : pourquoi pas une culture biologique générale du cacao ? Comment prendre en compte le fait qu'il y a des conditions écologiques différentes, et des coûts de production différents ?

6.2. Relation contractuelle

La durée du contrat KAOKA – CECAB est de 5 ans, renouvelable. Pour nos interviewés, le renouvellement rend nécessaire de suivre les recommandations du « coordinateur », car nous (membres du CECAB) « n'avons pas la capacité de perdre le marché ». Le respect du cahier des charges demande plus de travail : écabossage et fermentation, séchage, tri des grains... énoncent-ils, mais un meilleur revenu.

Les conditions financières du contrat KAOKA CECAB font apparaître un prix au producteur plus que deux fois supérieur par rapport au commerce traditionnel et une capacité de capitalisation au niveau des communautés et de la CECAB. Si le prix de référence reste le cours international du cacao, il est garanti un prix minimum aux producteurs (cf. schéma 5). Les différentiels au niveau de chaque intervenant (communauté et CECAB) ayant été négociés avant la signature du contrat, ce qui n'a pas été assimilé par les producteurs.

L'« appréciation » des contacts directs sur le terrain avec leur « partenaire » est également « unanime » : « Quand le directeur de KAOKA arrive, personne ne parle, tout le monde l'écoute. Il est très pratique, patron et propriétaire ». Les différentes personnes et institutions enquêtées sur place présentent ce contrat entre la CECAB et KAOKA comme (très) favorable, intéressant, mais tous répondent n'avoir pas « participé » à son élaboration. De même personne ne fait état de modification à y apporter, à notre interrogation sur cet aspect. Le « contrat [cahier des charges] est parfait » (cf. tableau 3), est un jugement unanime : aucune proposition n'est avancée pour le faire évoluer.

L'avis est unanime chez les petits producteurs membres de la CECAB quant à la durabilité du programme : s'il s'arrête, la situation deviendra très difficile pour eux.

Enfin, pour les membres de la CECAB le projet KAOKA est pilote, il doit être modèle d'exportation pour les São Toméens.

Hors CECAB

Si les acheteurs traditionnels ne viennent plus collecter dans les communautés CECAB, ils ont (peu) augmenté leur prix d'achat hors de ces communautés

Les agriculteurs non CECAB sont démotivés par les prix bas. L'augmentation des prix du cacao stimulera la qualité énoncent certains

6.3. Organisation et fonctionnement : construction et mise en place du réseau

Une coopérative, la CECAB a été créée à la demande de KAOKA pour qui elle devait être le partenaire indispensable.

Les communautés de la CECAB comprennent de 16 à 84 familles. La capacité à s'organiser a été un des tout premiers critères d'inclusion des communautés dans le programme cacao bio par le PNAPAF. L'individualisme de certains membres en

début d'attribution individuelle des terres a limité la volonté d'un fonctionnement collectif de plusieurs communautés contactées en début de projet, une condition nécessaire à l'adhésion au groupe CECAB. Ces « membres non sérieux¹⁸ » ont été et sont pris en charge par les autres, sous accord mutuel, afin que les termes du cahier des charges soient respectés. Plusieurs soulignent que ceux-ci n'habitent pas dans la communauté. Par ailleurs la faiblesse et l'illettrisme des membres constituent (ont constitué) des difficultés pour participer au groupe. Au début il a été difficile de s'organiser collectivement : mauvaise discipline collective, structuration du groupe, modes de production pré et post récolte et au pouvoir détenu d'abord par les anciens (plus conservateurs) en attendant que les jeunes soient plus responsabilisés. De par son expérience le directeur de KAOKA estime de deux à cinq ans le temps nécessaire. La construction des infrastructures et le traitement post récolte (au niveau de la communauté) se fait indispensablement de façon collective pour faire partie de CECAB (cahier des charges, cf. tableau 3). Il s'est mis en place progressivement à partir de 2001 pour les premières communautés contractualisées en 2005. Le travail collectif semble avoir joué un rôle important pour la mise en place de l'organisation, mais aussi pour l'appropriation de l'outil de travail. Par ailleurs les processus de séchage sont assurés à tour de rôle par les membres de la communauté : celui qui ne l'assure doit dédommager les autres.

La mise en place de cette organisation collective nous pose des questions quant à la participation effective » des coopérateurs.

Les agriculteurs bio ont évolué car ils se sont appropriés la capacité à travailler ensemble : ont obtenu un meilleur revenu, et amélioré leurs conditions de vie : affaires scolaires, santé, groupe électrogène, ont été cités. Ils ont aussi réussi à mettre en place des services pour les producteurs, en particulier le transport du cacao depuis les parcelles jusqu'au centre de traitement post récolte. Au sein de plusieurs communautés se sont construits par la suite des groupes de travail pré récolte : plusieurs interviewés en rendent compte, le « travail en groupe » comme une pratique nouvelle et positive. Ainsi de petits groupes de travail existent au sein de certaines communautés.

Le financement de l'organisation CECAB et communautés est assuré par les différentiels perçus dans le cadre de la commercialisation du cacao bio.

Une étude réalisée par PAPAFPA au sein des 20 communautés CECAB conclut que : 29 % des producteurs considèrent que leur association fonctionne très bien, 68 % bien, et 3 % mal. Lors de certains entretiens, à la première affirmation du fonctionnement parfait de la communauté membre du CECAB, succède parfois¹⁹ une appréciation relative, quant à la difficulté de maintenir la cohésion et le respect du cahier des charges par l'ensemble des membres.

Le fonctionnement de la CECAB et des communautés

¹⁸ Qui ne prennent pas les moyens (temps de travail, participation au groupe) de s'impliquer

¹⁹ Quand l'interview persiste et insiste... Mais ce type de remarque n'est pas systématique, et intervient beaucoup plus tardivement et non spontanément, que lors des enquêtes similaires effectuées en Équateur auprès de coopératives de producteurs de cacao biologique (Dulcire-Roche, 2006)

La CECAB cherche à se « professionnaliser », le gérant est employé par la CECAB et elle embauchera un conseiller technique lorsque le volume de 300 tonnes sera atteint. Cette augmentation (300 et au-delà) dépend de l'amélioration de l'efficacité technique des adhérents, mais aussi d'augmenter leur nombre et d'identifier les zones les plus adaptées au cacao. Pour son président, d'autres communautés vont intégrer dans les « 3 à 5 prochaines années ».

Deux représentants par communauté sont présents à la réunion bimensuelle de la CECAB. Les points traités concernent les quantités, qualités, respect des règles par chaque communauté, etc. Mais des interviewés ne paraissent pas conscients que leurs points de vue sont présentés à la CECAB via cette réunion. Le bas niveau d'éducation des membres des communautés, est compensé par des décisions collégiales. En cas de problème, le gérant ou le président va visiter la communauté

La durabilité du contrat est liée (entre autres) à la responsabilisation des agriculteurs, responsables et producteurs de base : elle est indispensable. Les absences de certains affectent le fonctionnement des communautés de la CECAB, et créent le risque de gestion des plantations non conforme au cahier des charges : des membres ont réussi à conclure des accords avec ceux-ci, ils assurent le travail et prélèvent une partie du prix. 10 % des membres des coopératives ont un autre travail. Cela affecte la qualité de leur participation, et donc menace le respect par la communauté des termes du cahier des charges.

Hors CECAB

Dans ce secteur plusieurs citent le renâclement majoritaire de plusieurs membres, dont l'explication historique de leur non appartenance à la coopérative, ou encore la pensée qu'il leur faudrait payer les frais de transport avec le paiement reçu. La non acceptation unitaire des membres de la communauté a été un facteur de son écartement par le projet FIDA-PAPAFPA lors de l'identification initiale des communautés. Plusieurs interviewés le citent encore comme persistant²⁰, d'autres non, mais alors difficile de rentrer dans le processus (cf. enquête Kaoka)

Il n'y a pas de groupement de producteurs pour les autres cultures. Leur construction est une des perspectives (espoir) exprimée régulièrement, tant par les agriculteurs – en particulier les non-CECAB – que par les institutionnels.

Le modèle CECAB influence des communautés non membres. Une des communautés interviewées qui n'a pas eu d'élections depuis 1999, vient de prendre conscience de l'intérêt et organise une élection en fin d'année. Un des objectifs avoués est de se mettre en fonctionnement proche de celui du CECAB. Une autre organise des réunions de ses 57 membres afin de discuter de problèmes collectifs : école, santé, eau, infirmerie, médicament,...

L'agriculture c'est vivre de la terre, la respecter et « avoir une tradition ». Le travail collectif (au sein des communautés), est « obligatoire pour s'en sortir », nous présente-on. Il est intéressant de noter que certaines communautés hors CECAB maintenant contrôlent collectivement les divagations des animaux, se réunissent

²⁰ « J'aurais aimé faire du cacao bio », mais ce n'est pas possible car il « faut que la communauté accepte »

régulièrement. Une de celles (hors CECAB) interviewées a créé un Centre d'animation communautaire. Néanmoins aucune ne gère collectivement la livraison aux acheteurs.

6.4. L'appui technique

Contrairement à ce que l'on rencontre dans de nombreux pays où les producteurs ne sont pas satisfaits et donc souvent n'attendent plus rien des services de vulgarisation agricole, les personnes rencontrées à São Tomé dans une très forte proportion mentionnent l'appui technique.

Le suivi par le PNAPAF : proposé suite à l'engagement de plusieurs communautés dans le programme, fin 2000. Le système commence à se construire en 2001 : formations (cf. ci-dessus), culture biologique, pratiques collectives (élections, réunions, décisions), construction des infrastructures collectives, par communauté et sur la coopérative. Le financement de ces infrastructures sera assuré en partie par l'AFD et le PNAPAF en première phase, et FIDA et PAPAFA en seconde phase. La contribution des producteurs (la participation est indispensable) consistera quant à elle au travail de construction et de mise en place des infrastructures, et au choix d'un terrain où les installer.

Les activités de formation ont été très importantes : par les techniciens (eux mêmes en cycles de formation) des projets PNAPAF puis PAPAFA, par les ONG ADAPPA (phytotechnie) et ZATONA (gestion). La formation reste une activité permanente. Il est important de relever les modes de gestion de ces activités de formation, et de construction des relations inter et intra communautaires qui ont accompagné la reconversion : visites inter communautés, formations, mise en place des infrastructures communautaires, de celles de la coopérative. Ces déplacements et séjours d'une communauté à l'autre, dont des stages, avaient comme objectif que les différents membres de la coopérative se connaissent. Par ailleurs la construction collective des communautés en groupe d'action collective était importante (nécessaire) mais a été « difficile » compte tenu de l'histoire.

Plusieurs techniciens énoncent que les doutes « vécus » par certains membres des communautés de CECAB se sont évanouis au début des exportations (2005) : et ceci malgré la mise en place par FIDA et PAPAFA de mesures afin de donner un supplément de prix à ceux engagés, pendant les 3 ans de transition vers le bio (cf. tableau 6).

Un suivi hebdomadaire est assuré par un technicien (chargé de 10 communautés). En outre les communautés du collectif reçoivent maintenant de nombreuses visites de communautés hors du contrat. Le technicien consacre à chacune 0.5 journée par semaine ; en cas de problème il concentrera ses visites sur la communauté concernée. Eux ont maintenant comme techniciens de meilleures relations avec les agriculteurs (confiance). Ils s'affrontent aux problèmes de gestion, de résolution des conflits, d'organisation, de prise de décision, avant la production au sens strict. Actuellement les techniciens continuent à recevoir des formations en gestion, planification,

agriculture biologique, règles de fonctionnement, dynamique et animation de groupes.

Les techniciens chargés de l'appui aux communautés de CECAB énoncent des progrès de divers ordres depuis 2002 : construction d'une assistance technique, relation entre membres, augmentation des revenus, accès à de « petits crédits », formation et information, mais aussi changement des mentalités voire « amélioration » depuis 2002.

La recherche face à la production et aux producteurs de cacao

Par contre le rôle de la recherche n'apparaît pas ou n'a été que peu mentionné, malgré sa participation dans le choix des zones (les plus propices à l'agriculture biologique) et le contrôle de la qualité du produit pendant la période de reconversion.

Le CIAT comprend 12 chercheurs, pas de socio économiste. Les chercheurs dédiés au cacao de la station de recherche du CIAT ont été interviewés séparément, en salle et sur terrain, mais aussi en groupe (cf. annexe 4).

La « recherche travaille loin de l'agriculture » (*dixit*), et il n'y a pas de bonnes relations entre les deux secteurs. La moyenne nationale de rendement est de 120 kg/ha, compris entre 50 et 300 kg/ha. Les chercheurs disent que ceux de la station atteignent entre 800 et 1000 kg/ha : les traitements chimiques, herbicides, et surtout variétés hybrides ont été présentés comme les facteurs de ces meilleurs rendements par les chercheurs lors de la visite en station. Selon eux, les fonctions de formation et d'information des agriculteurs relèvent du rôle de la recherche.

Plusieurs chercheurs font partie d'un programme qui, sur financements extérieurs (depuis 1998), avait comme objectif d'identifier des variétés plus productives. Des essais multi-locaux chez des moyennes entreprises avaient comme objectif de connaître l'adaptation de cacaoyers dans différentes zones : leur conclusion globale est qu'il n'y a pas de problèmes d'adaptation.

Le CIAT énonce son intention de comparer des essais bio et non bio, pour ensuite en afficher l'impossibilité de le mettre en œuvre compte tenu de ses financements actuels. La seule activité possible est de tirer par écrit les conclusions des essais multi-locaux antérieurs. Ces 2 aspects nécessitent d'une part un financement, mais aussi d'autre part de la prise en compte par la recherche en systèmes agraires, donc de dépasser ses activités très disciplinaires.

Certains regrettent que des études commencées, en particulier sur le contrôle des trips avec des insecticides naturels n'est pas été menées à bien.

L'intégration du CIAT comme partenaire dans le futur a souvent été citée. La nécessité d'améliorer les variétés cultivées –quantitativement et qualitativement– en constitue un des arguments. Pour certains il faut en ce sens greffer, et « il y a des capacités de greffage au CIAT ». Ces greffages augmenteraient en 2007 ? Dans ce cadre certains responsables approuvent la demande de sélection.

6.5. L'apprentissage

Comme dans la mise en place de toute structure innovante et tout changement au niveau des savoirs faire et des habitudes un temps d'apprentissage est nécessaire.

Il n'a pas été facile aux producteurs motivés dès le début de s'engager : s'organiser, se mettre d'accord, élire un comité de communauté puis entre communautés. Une fois par semaine se tient une réunion au sein de la communauté : tours de rôle des différentes tâches, discussion des techniques d'entretien des plantations (taille, replantation, etc.). Débats entre agriculteurs, et vote pour les prises de décision. Il y a également des réunions de compte rendu par les 2 représentants de la communauté des réunions bimestrielles à la CECAB. Il y a une « bonne participation des producteurs ».

Le changement nécessaire, d'action en individuel à action en collectif, n'est pas encore solidement ancré (au niveau social, organisationnel). L'expression réception des « orientations et propositions » de « là haut », énoncée au niveau de la CECAB, rend compte de la difficulté à la mise en œuvre collective. Aucune des autres productions ne se gère en commun au niveau des communautés adhérentes. Cependant les agriculteurs de la filière « bio » ne vendent plus individuellement du cacao à des exportateurs. Le versement préalable d'un prix (cf. schéma 5) a été très important pour les petits agriculteurs : il a contribué pour eux à gérer un changement qui n'a pas été facile.

Il faut gérer en interne les membres des communautés de la CECAB qui ne veulent pas travailler conformément au cahier des charges : échanges et débats afin de respecter les conditions, propositions de prise en charge collective (avec baisse du prix) des parcelles.

Les adhérents de KAOKA sont fiers. Le programme « cacao bio » représente unanimement²¹ la « plus grande réussite », elle est « durable » économiquement et/ou écologiquement. Certains en souhaitent la réplique pour d'autres filières, et le cacao hors CECAB.

Les échanges entre communautés du groupe se sont développés depuis 2001, et accéléré depuis 2005, premières exportations de cacao biologique. Cette relation recouvre un intérêt technico-économique et social : les discussions au sein de la CECAB, sur les problèmes, la production, l'organisation, le fonctionnement de la CECAB etc. Le changement du président précédent a été souvent cité comme un progrès de fonctionnement de CECAB. Le débat entre ceux qui produisent beaucoup et ceux qui produisent moins (demande d'autres appuis) a également été exprimé.

Enfin les salariés sont devenus producteurs²² depuis peu, et ont donc des problèmes de gestion et de suivi technico-économique

²¹ Exprimé sous des formes différentes

²² Rappelons, au mieux en 1993, année de début de redistribution individuelle des terres.

Les relations hommes – femmes génèrent aux femmes des difficultés pour être élues ; et une fois élues que leurs fonctions soient reconnues. Leurs points de vue sur les statuts respectifs, les relations, sont différents d'une femme à l'autre. À la remarque de certaines « les femmes n'ont pas d'activité, pas de parcelle pas d'argent pour vivre », s'opposent celles d'autres femmes, se présentant comme célibataires²³, et qui gèrent leurs parcelles seules. Elles se prétendent par ailleurs plus nombreuses que les hommes dans toutes les communautés interviewées.

6.6. Politique publique

Avenir ? Généralisation du réseau cacao, construction de réseau d'autres cultures,

La « matérialisation » du « projet FIDA » a changé beaucoup de choses, et maintenant ? L'objectif exprimé par le ministère concerne le seul secteur cacao. Si elle paraît a priori positive, la junta de CECAB estime qu'il y a risque de la part du gouvernement - qu'il y ait un regroupement par grandes zones géographiques -, ce qui couperait le processus de construction du réseau en cours. La CECAB est jusqu'à maintenant restée indépendante du Ministère, mais...

Ce programme est souvent qualifié de modèle au niveau du pays : il est implicitement voire explicitement affiché comme la raison du versement aux seules communautés de la CECAB les aides internationales gérées par PAPAFA ? La construction du contrat CECAB - KAOKA est un « projet pilote » qui doit être un modèle pour les São Toméens. L'avenir ne dépend-il pas surtout de la création d'une organisation paysanne pour mettre en place des filières équivalentes pour d'autres cultures ? Développer de nouveaux secteurs, les interlocuteurs en citent l'intérêt en se référant uniquement à des produits pour l'exportation. Mais cette nécessité de construction et de fonctionnement en restent à des généralités, et ne développent pas les modes de mise en place et d'appui. Dans ce cadre, favoriser la création d'autres coopératives (groupements) n'est le plus souvent pas cité, parfois cité mais sans énoncer - en réponses à nos questions - de caractéristiques ni de mode de construction y répondant.

Le maintien des surfaces de cacao se pose également en termes de diversification : comme le souligne un responsable, São Tomé importe 75 à 80 % de ses besoins alimentaires. En ce sens il s'agit de diminuer la part d'importation : stimuler la production et consommation de produits locaux, favoriser la transformation agroalimentaire, etc. Certains nous rendront compte aussi de la diversification (gingembre, maïs, poivre, vanille,...)²⁴. Les gens peuvent produire plus en qualité, quantité et en diversité : mais l'absence de structure collective afin de s'adapter aux besoins de marché local ne le leur permet pas. Les initiatives individuelles entraînent des excès de production locale, et donc de non vente, nous ont été rapportés (banane, igname, taro,...). Il n'y a pas d'équivalent du CECAB pour d'autres cultures regrettent certains.

²³ Officiellement... Un entretien avec une agricultrice pendant le voyage de retour (donc sans contrainte...) nous a permis de relever que les deux membres d'un couple pouvaient se faire attribuer chacun un lot (son cas...).

²⁴ En particulier l'ADDAPA qui appuie ce type

Il n'y a pas d'action ni de financement du Ministère pour satisfaire cette volonté exprimée, et des accords sur ce point sont restés verbaux. Plusieurs soulignent que le Ministère de l'agriculture n'a de projet clair que pour le cacao...

Au sujet de la politique agricole : d'une façon générale, un document « plan d'action » est sorti depuis 1 mois, mais il n'est pas disponible, nous disent certains. Il y a des discordances au sein du Ministère de l'Agriculture et entre lui et les ONG : il n'y a pas eu de réunion collective depuis plusieurs mois. Enfin la mise en action de la lettre de politique agricole d'octobre 2006, paraît peu crédible

Deux responsables [ministère et PAPAFPA] notent que les aides au cacao biologique – dont en particulier les investissements – n'ont pas été prises en compte dans les bénéfices économiques du secteur cacao biologique. Il faudra le faire à un moment ou autre.

Enfin une demande intervient généralement, en fin d'entretien, quant à la nécessité de (re)construire les conditions de vie en milieu rural afin que les bénéficiaires reviennent : eau, route, santé, habitat,... De nombreux agriculteurs mais aussi non agriculteurs expriment leur envie d'eau potable (une canalisation), mais aussi (construire / réhabiliter) un système pour l'irrigation. Sont également souvent citées les conditions d'accès routier, d'enseignement, de transport.²⁵

6.7. Relations entre les 2 filières cacao (cf. 7.)

Dans un petit pays, en milieu insulaire, il est difficile de développer une activité, en particulier dans le secteur agricole sans porter atteinte à des intérêts privés ou publics, d'une part, mais aussi aux agriculteurs non membres.

En ce qui concerne les producteurs de cacao non membres de la CECAB, la réussite des communautés de la CECAB a été la source de l'envie / la demande (exprimées par certains) d'adhérer au contrat CECAB. Des communautés interviewées veulent (voudraient) maintenant former une association. « les demandes ne manquent pas pour participer à la deuxième phase du projet » relevait déjà Breuillac (2003). Plusieurs énoncent qu'elles connaissent mieux les communautés CECAB que les autres. Les relations entre CECAB et communautés bio et non bio sont devenues « quotidiennes ». La connaissance et les visites par certains des « non CECAB » d'exploitations membres de CECAB ont plusieurs objectifs : connaître, se faire connaître comme candidats à CECAB.

Certains « non bio » affirment qu'ils sont passés à côté de quelque chose et reconnaissent le bon niveau de vie des autres. Cette réaction relève de la difficulté à créer une association s'il n'y a pas de base groupale (indispensable !) et des conséquences économiques collectivement perçues. Un travail collectif préalable est une condition nécessaire.

²⁵ L'ensemble de ces attentes existaient du temps de la colonisation, et ont été dégradées / disparues depuis l'indépendance (cf. 4 et références biblio)

Plusieurs producteurs non CECAB interviewés énoncent leur envie de rentrer dans la CECAB : cette perspective est également énoncée par de non-agriculteurs, pour qui elle représente une voie nécessaire pour les agriculteurs et pour le pays²⁶. L'avenir exprimé par certains de ces cadres est « rentrer » tous les agriculteurs en culture biologique.

Les prix d'achat n'ont pas augmenté « hors CECAB »²⁷, seul l'acheteur le fixe : ils correspondent plus ou moins à la moitié des prix de la CECAB (schéma 5). Ce prix, mais aussi les baisses de rendement, l'arrêt de mise à disposition des techniciens d'appui, l'arrêt des aides aux produits chimiques, ont affecté les revenus. Des cadeaux sont offerts en fin d'année par les exportateurs (riz, huile, produits de première nécessité) sauf par l'un d'entre eux (SODEAP). Certains producteurs cherchent donc un autre travail en plus. En outre certaines livraisons sont réglées avec 1 ou 2 jours de retard, ou ramassées avec le même retard ; avec baisse de qualité, donc baisse du prix d'achat. Le cacao est acheté individuellement par les 5 exportateurs : entreprises CGI, SPI, Francisco Cabral, SODEAP, Agricom. Plusieurs d'entre eux sont présents sur une même communauté, et il semble (interviews) que les producteurs restent habitués du même acheteur.

Un exportateur interviewé possède en outre des hectares de cacao, qu'il fait exploiter par des salariés. La gestion de ces unités commence en 1987, dans le cadre d'un projet financé par la Banque Mondiale (BM) et par le Fonds Monétaire International (FMI). Ces unités ont été gérées par différentes entreprises internationales (françaises, portugaises, ...), changeant régulièrement.

Ces fermes ont perdu des territoires « communautaires », attribuées à des salariés suite à leurs mouvements. Les fermes d'un de ces exportateurs comprenaient 11 communautés en 1989, puis 9, puis 4 et enfin 3 en ce moment.

Le premier risque de l'augmentation des volumes KAOKA par l'augmentation du nombre de communautés est souvent cité : il concerne les confrontations avec les exportateurs conventionnels qui en découleraient. Par ailleurs plusieurs soulignent que la montée doit rester lente, malgré le potentiel, afin d'éviter des conflits avec les exportateurs traditionnels. L'augmentation des rendements des communautés est probable.

Les exportateurs jusqu'à présent ne font pas front commun, L'association des exportateurs a été dissoute en 2000, dont l'explication n'est pas clairement exprimée, « les exportateurs ne sont pas intéressés par ce que l'on fait »

Les deux filières se sont bien dissociées, éloignées, en 5 ans. Aucune alternative qui pourrait rapprocher les deux secteurs n'apparaît en perspective. Tant les points de vue des responsables que des agriculteurs non CECAB n'en font que peu ou pas allusion : quand ce point de vue est abordé, aucune proposition concrète de mise en action (organisationnelle, appuis, etc.) n'est citée. Plusieurs membres de la CECAB nous ont fait part de leur opinion positive quant à l'intégration « des autres ». L'écart

²⁶ Certains énoncent que l'ensemble de l'île doit être en contrat d'agriculture organique ; contrats avec KAOKA, ... ou d'autres également.

²⁷ Hors (très) légère augmentation en cours construction CECAB

de différents paramètres entre les deux groupes continue à s'accroître : bonne connaissance forte, confirmée, des membres CECAB au sein des communautés et entre communautés ;

Une interrogation sur ce point : le développement de relations personnelles, développement cité des deux côtés, débouchera-t-il sur la construction d'une organisation de producteurs, cacao mais aussi hors cacao ?

Ce point 6.7, *Relations entre les 2 filières cacao*, est repris complété dans le point suivant 7., *Effets de la filière « bio-équitable » sur le secteur*.

7. Effets de la filière « bio-équitable » sur le secteur

L'étude d'impacts a été réalisée sur la base du modèle proposé par Bocoum (2005). En fait il s'agit plus précisément d'étudier l'adaptabilité du modèle sur cette situation²⁸.

Les principaux indicateurs utilisés sont :

- coût : avant la production, pendant la production, après la production
- avantage : production, commercialisation, autres avantages
- effets externes : positif et négatif
- impacts territoriaux

7.1.) la situation

Le groupe cible

Il s'agit (actuellement, cf. tableau 4) des 780 familles de petits producteurs (sur les 9000 dans le pays) qui sont membres des communautés qui font partie de la CECAB (Coopérative d'Exportation de CAcao Bio) dont elles sont membres.

La segmentation

L'ensemble du processus se développe dans le cadre de la charte de l'association « bio-équitable ». La segmentation porte sur la manière de produire (agriculture biologique) et sur celle d'effectuer le traitement post récolte du cacao et de commercialiser : les deux dernières se font dans le cadre de l'étude de façon associative.

Attributs de qualité

Le cacao recherché possède des attributs de qualité de type :

- Physique : teneur en humidité, taille des grains, défauts de présentation, caractéristiques physico-chimiques.
- Organoleptique : la présence de variétés à bon potentiel aromatique à São Tomé permet de penser à moyen terme en la fabrication d'un chocolat d'origine
- Écologique : certifié « bio »
- Organisationnel : il s'agit d'un groupement de petits producteurs qui exportent ce qui est une première à São Tomé
- Social : charte bio-équitable, engagement de la société KAOKA

²⁸ Pour plus de précisions sur ce modèle faisant appel à une analyse coûts / avantages « élargie » prenant en compte les externalités, se reporter à Bocoum (2005)

Marché cible

- Marché d'exportation = KAOKA, filiale du groupe CEMOI (premier chocolatier français)
- Chocolat « bio » (couverture, tablettes et bonbons) pour l'industrie, la grande distribution et réseaux spécialisés
- Cacao améliorateur pour l'élaboration d'autres types de chocolat

Objectifs de la segmentation

En ce qui concerne les producteurs, le premier objectif est l'amélioration du revenu des cacaoculteurs de São Tomé. Mais aussi cette volonté chez les plus progressistes d'aller plus en aval dans la commercialisation du cacao. L'aspect agriculture biologique devient ensuite un critère de référence qui positionne le producteur et donc un objectif. Pour sa part l'acheteur a pour objectif de trouver une quantité significative de cacao certifié « bio » et de bonne qualité physique et organoleptique. Mais il sait que pour atteindre cet objectif il doit pouvoir compter sur une organisation humaine performante et des infrastructures adaptées.

Situation de référence

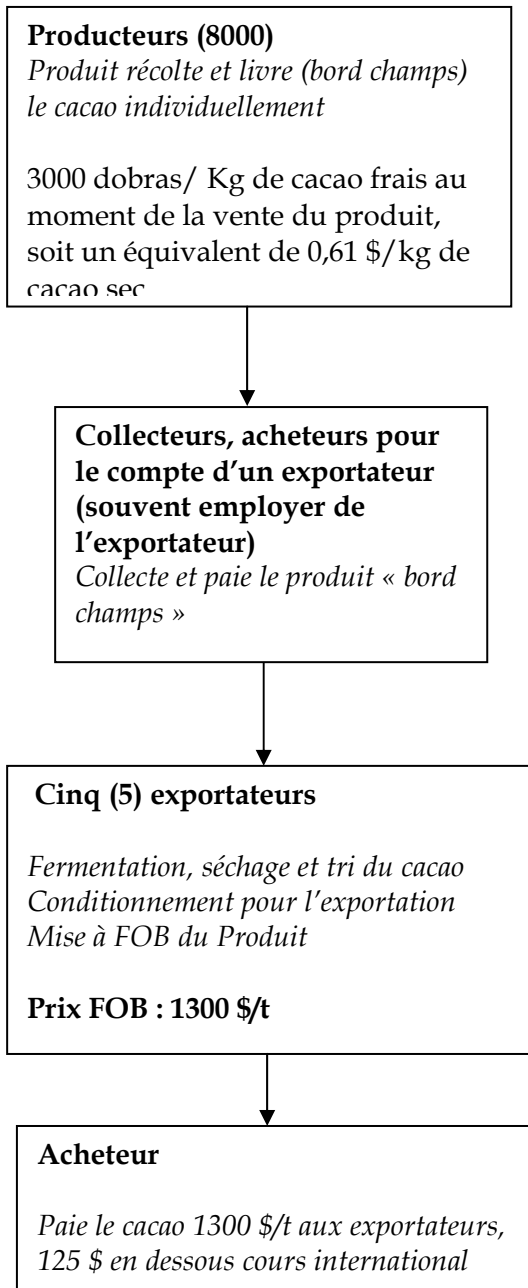
La situation au moment du début du programme correspond à celle présentée dans le Schéma n° 5.

- Cinq exportateurs achètent une partie importante du cacao frais aux producteurs (qui sont les seuls à disposer des infrastructures de traitement post récolte).
- La concurrence entre les 5 acheteurs est plus basée sur la technique de réfaction pour des problèmes de qualité (la moins contraignante), que sur les prix.
- Le producteur bénéficie de peu d'avantages : le service de transport assuré et compris dans le prix offert par les collecteurs de cacao en frais, le paiement le plus souvent immédiat du cacao, et une petite attention à la fin de l'année (produits de première nécessité). Le producteur ne reçoit que 47% du prix FOB : ce qui est faible en comparaison de ce qui se passe dans d'autres pays et dans la filière « bio » (72%)
- Le prix FOB du cacao actuellement, correspond au prix international (New York) diminué de 125 \$/t cf. schéma 5), ce qui le classe comme un cacao générique de bas de gamme.
- La qualité du cacao de São Tomé est mauvaise : il a eu (il a...) une réputation historique et nostalgique d'une qualité spécifique²⁹, à l'heure actuelle néanmoins ce cacao reste peu qualifié, il est en général utilisé pour faire du beurre et de la poudre.

²⁹ Classé par Organisation Internationale du cacao comme un producteur de cacao fin à 50%

Schéma 5 : les deux filières cacao à São Tomé

CONVENTIONNELLE

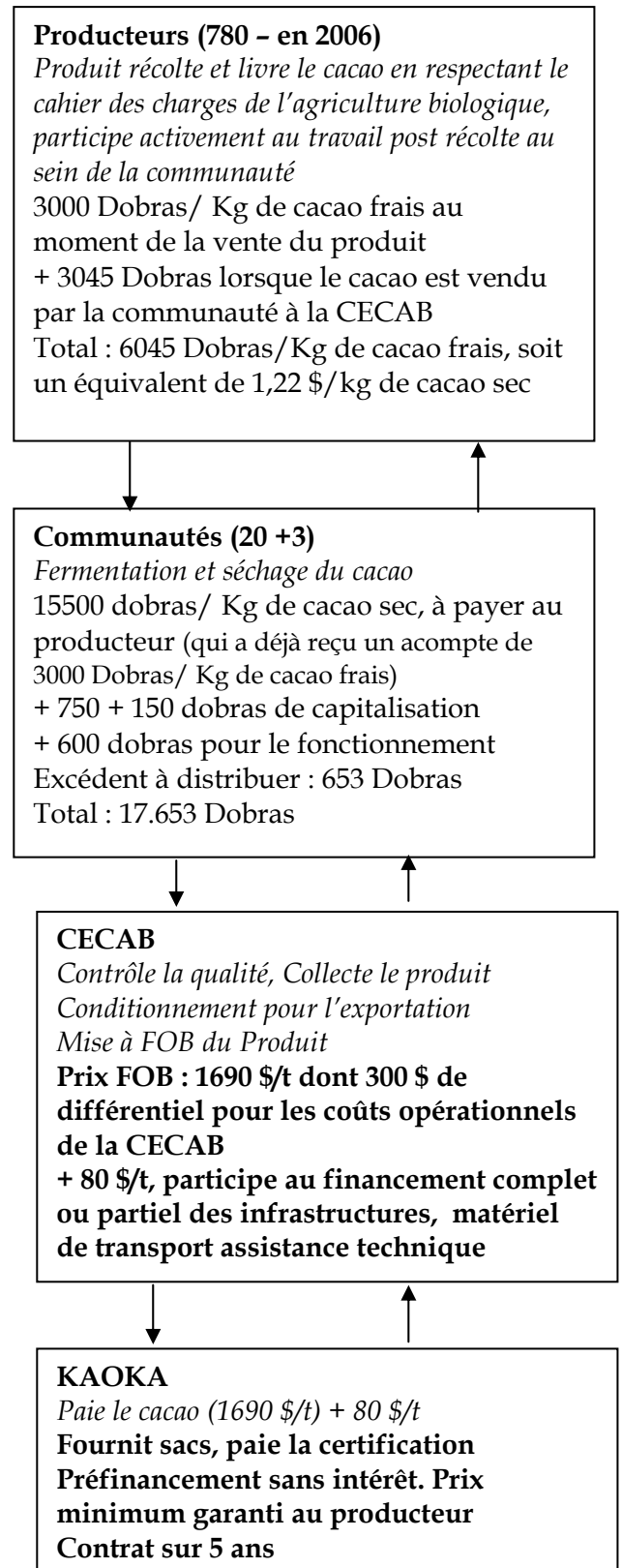


Situation 10 au 19 novembre 2006

1 \$ = 12700 Dobras

Cours International du cacao : 1425 \$/t (New York)

BIO EQUITABLE



7.2) Analyse des impacts sur la filière différenciée

(cf. partie 5. pour description de la filière elle-même)

Organisation au sein de la filière « CECAB » construite

Au sein de la filière cacao de São Tomé, l'organisation est constituée de 780 producteurs regroupés au sein de 20 communautés (sur 153 au total dans le pays) structurées en coopératives, elles mêmes associées au sein de la coopérative CECAB. Pour se mettre en place cette structure a bénéficié d'apports économiques et techniques de bailleurs de fonds internationaux et d'organismes publics et privés nationaux.

Évaluation des coûts pour les producteurs

Jusqu'en 2001 les producteurs de São Tomé recevaient à titre de donation ou avec forte subvention des intrants agricoles (fongicides et insecticides). Du fait de sa résiliation et vu leurs coûts, les producteurs ont arrêté d'utiliser ce type de produit, ce qui a fait que l'adaptation à la culture « bio » (règlement UE 2092/91) n'a pas posé de problème aux candidats pour un accord avec la firme KAOKA par rapport au nouveau mode de production de la quasi-totalité des producteurs de cacao.

Une question que l'on peut poser : si le producteur avait les moyens d'acheter des intrants, quelle serait la perte de rendement occasionné par le passage au bio ? Il faut cependant rappeler que les zones d'implantation du projet ont été choisies parmi celles dans lesquelles les dégâts causés par les nuisibles avaient le moindre impact. Lors des entretiens avec les producteurs, il ressort que ceux qui utilisaient des intrants chimiques reconnaissent qu'ils avaient des rendements un peu meilleurs : d'où les réticences initiales, antérieures aux premières exportations labellisées. Mais les prix qu'ils reçoivent actuellement compensent largement cette perte de production et ceci alors même qu'ils bénéficiaient des intrants gratuits.

Le maintien de la fertilité des sols dans le cadre d'une culture bio ne semble pas devoir avoir un coût insurmontable dans le long terme. En effet la culture est extensive, les sols sont de bonne qualité et il n'y a que de très faibles exportations d'éléments minéraux, la fumure organique étant apportée par la décomposition des feuilles et adventices coupés sur place. Dans le cadre des inspections externes effectuées par ECOCERT et lors du contrôle interne, des mesures à court terme sont conseillées afin de prévenir les risques d'érosion qui en fait pourraient être la cause la plus importante de perte de fertilité des sols.

En ce qui concerne les producteurs pris individuellement on peut considérer que la seule différence qu'il y a par rapport à la filière conventionnelle c'est un temps de travail au niveau de la collectivité pour le traitement post récolte du cacao, la participation à des réunions, des sessions de formation, participation à la construction des infrastructures et au contrôle interne, ce qui équivaut environ à 6

jours de travail-présence/an³⁰ et un peu plus pour les délégués et leaders de communautés qui doivent participer à plus d'activités collectives. Au coût actuel de la journée de travail en milieu rural cela représente environ 60.000 Dobras soit la différence de prix entre la filière bio et la filière non bio sur l'équivalent de 7,5 Kg de cacao, une famille en produisant environ 330 Kg /an.

L'organisation pour sa part, arrive sur les fonds qu'elle se procure dans le cadre de la commercialisation à financer le transport du cacao, l'entretien des infrastructures, le contrôle interne, la traçabilité du produit, le contrôle de la qualité, la mise sous FOB etc., jusqu'à présent les différentiels prévus à cet effet ont été suffisants et devraient même permettre une capitalisation.

Enfin les coûts de certification « bio » sont pris en charge par KAOKA

Les avantages

Les avantages financiers sont indéniables (cf. schéma 5), les producteurs ont un prix de vente pour le cacao frais de 6045 dobras/kg dans la filière bio *versus* 3000 dobras dans la filière conventionnelle. Ce qui pour une production moyenne de 330 kg/famille/an de cacao sec soit 870 kg de cacao frais représente un supplément de revenu de l'ordre de 205 \$/an. En considérant qu'en moyenne 50 % des revenus d'une famille provient du cacao (PAPAFPA 2000), soit environ 200 \$/famille/an pour un revenu total de 400 \$/famille/an, les avantages numéraires apportés par la commercialisation de cacao « bio » représentent une augmentation de 50 % des revenus de la famille. Dans le contexte local ces 205\$ représentent l'équivalent de 10 mois de salaire d'un ouvrier agricole. Les entretiens faits sur place confirment que cet avantage est important, qu'aucun producteur ne s'est déclaré disposé à quitter la filière³¹ et qu'au sein d'une communauté certifiée en règle générale tous les producteurs sont membres. Ces avantages financiers, un contrat sur 5 ans renouvelable et la garanti d'un prix minimum ont bien entendu un impact direct sur le pouvoir d'achat, mais aussi sur les aléas liés à la fluctuation des cours du cacao.

Les avantages sociaux de manière directe par la possibilité d'amélioration des conditions de vie, logement, santé, éducation, formation etc., mais aussi la reconnaissance sociale tant au niveau du milieu paysan où de nombreuses communautés cherchent à rentrer dans la filière, qu'au niveau public, ce programme étant un des très rares du secteur agricole qui ait un impact sur les revenus des producteurs. Il y a aussi cette satisfaction chez les producteurs de participer à la mise en place de quelque chose qu'ils n'imaginaient pas possible il y a quelques années.

Comme cela a pu être constaté lors des visites les producteurs savent que l'organisation peut leur apporter des services, la collecte des régimes de bananes en est un exemple (collecte associative mais vente individuelle)

Il semble aussi que les autorités locales soient bien conscientes que cette expérience peut avoir des retombées (avant l'arrivée du pétrole) sur l'économie du pays dans un

³⁰ chiffre évalué à partir des valeurs énoncée lors des entretiens

³¹ Après rappelons-le de forts doutes avant la 1^{ère} exportation en 2005

contexte de morosité du prix du cacao mais surtout de la tendance à la forte hausse des différentiels entre le cacao « bio » et le cacao de qualité.

Les bailleurs de fonds ayant participé à l'opération peuvent montrer une action pérenne qui a un impact au niveau des producteurs.

La société KAOKA qui malgré des débuts de programme difficiles à cause de la reconversion et des faibles quantités commercialisées, le seuil de 500 tonnes étant cité comme le minimum pour que l'opération soit viable - a acquis une certaine notoriété dans le savoir faire en ce qui concerne la mise en place de programme de ce type. De plus le fait de pouvoir disposer de ce type de cacao « bio » et fins, sur un créneau de marché où les différentiels de prix flambent, est une sécurité.

Zone d'influence du projet

Dans un premier temps le projet a été localisé dans la zone les plus propices à la production du cacao en conformité avec le règlement de l'agriculture biologique et avec un cacao ayant un bon potentiel aromatique, c'est-à-dire la zone Nord Ouest de l'île de São Tomé. A l'heure actuelle de nouvelles zones sont en cours d'intégration, dans le centre de l'île de São Tomé et sur l'île de Príncipe (cf. tableau 4).

Externalités

La culture en conformité avec le règlement de l'agriculture biologique est une bonne pratique en ce qui concerne la préservation de l'environnement et de la santé des personnes qui travaillent dans les parcelles. De plus une cacaoyère menée sur ce mode constitue un écosystème forestier qui ne peut être que bénéfique au niveau international et permet le maintien de la biodiversité. Le cacao à São Tomé depuis la distribution des terres n'est plus une monoculture, de nombreuses autres productions agricoles sont produites en intercalaire dans les cacaoyères (bananes, citrons, oranges, papaye, arbre à pain, macabo, etc..) ; tous ces aliments sont aussi produits dans des conditions « bio » ce qui même si ce n'est pas encore le cas actuellement, devrait pouvoir être commercialisés sur un marché différencié, faire ainsi face aux problèmes de mise en marché des productions vivrières. De toute façon ne peut être que bénéfique pour la santé des consommateurs.

Un travail de longue haleine entrepris par les organismes de vulgarisation agricole et KAOKA dans un contexte difficile, insulaire (isolé) et à très faible niveau d'éducation. Ce travail a entraîné (provoqué) un début une prise de conscience chez les producteurs, même si cela n'est pas encore complètement assimilé, qu'il existe une autre manière de travailler, en groupe tout en préservant son intérêt personnel. Que les décisions prises collectivement pouvaient aider le producteur, ex ouvrier agricole qui n'a eu que peu d'opportunité de faire preuve d'initiative, à se prendre en charge (dans toutes les composantes).

Cette prise de conscience par les producteurs, qui pour la première fois de l'histoire du pays ont réussi à exporter directement du cacao est un pas en avant de ce pays où l'on a commencé de parler de petits producteurs de cacao et non d'esclaves ou de

travailleurs forcés ou encore d'ouvriers étatiques que depuis une quinzaine d'années. Ce pas en avant va bien dans le sens du courant actuel, car dans le monde des quantités de produits agricoles, tous les jours plus importantes, sont commercialisées de façon associative par des groupements de producteurs.

Par contre la focalisation de la plupart des moyens publics disponibles autour de ce programme est regrettable, laissant depuis 2002 de nombreux producteurs hors contrat sans appui ni assistance technique, augmentant ainsi l'écart entre ces deux filières.

Peut-on parler d'exclusion pour les producteurs qui ne sont pas dans la filière ? Les autorités affichent que cela ne soit pas le cas. La confirmation orale, il s'agit bien d'un projet pilote, dont les résultats obtenus devraient permettre de passer à une échelle plus grande.

En ce qui concerne les producteurs qui ne participent pas au programme, que nous avons eu l'occasion de rencontrer, il ne semble pas qu'il y ait un sentiment d'exclusion chez certains, qui essaient d'ailleurs de se structurer pour rentrer dans la filière « bio ». Mais aussi le regret s'exprime au niveau de certains agriculteurs de ces communautés ; les membres n'avaient pas de coordination suffisante ni de volonté collective de s'intégrer dans le programme alors qu'elles en avaient la possibilité (cf. 5.). Par contre certaines communautés justifient le refus de participer par des risques de vols : pour prévenir ce risque les producteurs récoltent le cacao insuffisamment mûr, ce qui n'est pas accepté dans le cadre de la filière « bio ».

8. Conclusions et perspectives *issues de ces enquêtes*

Oui la construction de la filière a permis de produire un cacao de qualité différenciée, « bio », équitable sans défaut de présentation et organoleptique.

Les effets sont multiples, la grille d'analyse des effets de la segmentation de marché par la qualité mise à l'épreuve a permis de prendre en considération la plupart des éléments de la situation.

Le premier élément pris en compte est que le processus de distribution des terres à São Tomé ne correspond pas à une véritable réforme agraire. Les conditions de vie au sein des communautés restent très inconfortables (enquêtes et visites de terrain, mais aussi souligné par plusieurs auteurs). Les membres absents, mais aussi le poids de l'endettement, représentent des faiblesses pour la pérennité en avenir.

D'où la question : des membres des communautés ne partiront-ils pas ?

Une démarche collective n'existe à São Tomé que pour la seule production de cacao certifié organique. Cette démarche innovante mais qui demande un long apprentissage, ne semble pas reproductible à court terme tant pour le cacao hors CECAB que pour l'ensemble des autres productions.

Il est frappant de constater qu'aucune des autres cultures ne bénéficie d'une organisation équivalente : chez les « autres agriculteurs », mais aussi chez les membres de KAOKA. Nous en avons proposé par nos enquêtes deux éléments d'explication : les conditions historiques (sociotechniques et organisationnelles) qui perdurent ; l'intervention en ce sens d'un seul acheteur, tournée sur le seul cacao. Le point de vue de cet acheteur est équivalent.

Du partenariat avec KAOKA, les producteurs bénéficient de la garantie d'un prix d'achat stable et d'un engagement d'achat sous respect des termes du cahier des charges. Nos entretiens auprès de membres de CECAB font ressortir de grands facteurs limitants : le niveau d'éducation ; aucune habitude d'autonomie chez ces planteurs, habitués à être dirigés et non à négocier et bâtir des projets – individuellement et/ou collectivement.

La mal voire non connaissance par les « sociétaires » des termes du cahier des charges, en tant que tels, mais aussi aucune proposition à notre question quant aux évolutions souhaitées, pourraient nous faire douter de son entendement et de son appropriation³² par les adhérents. Cependant la participation physique à l'action collective semble démontrer (ou plutôt laisse espérer) le contraire, car les producteurs se sont appropriés l'outil de travail.

De nos enquêtes sur place ressort que ce processus n'a pu se construire sur des bases participatives. Pas d'implication, active, des partenaires agriculteurs : les entretiens mettent en évidence que les producteurs n'ont pas pris conscience que c'était pourtant le processus recherché (nécessaire, d'après l'industriel), ils mettent en

³² Au sens « fort » du terme

évidence leur passivité dans ce processus. Le partenaire industriel KAOKA confirme ceci, et donc la nécessité indispensable de son « dirigisme » en début de construction de cette filière (organisation, conditions technico-productives, ...). Un dirigisme dont il estime la substitution nécessaire quant à la durabilité du système.

Perspectives

Une question : Les premières années de pratique des coopérateurs représentent-elles un acquis ? Autrement dit favoriseront-elles la création d'associations sur d'autres productions ?

Certains changements des mentalités et comportements avec la mise en place du système (depuis 2002), et les regroupements de certains membres semblent prometteurs, un début d'autonomisation collective qui sera indispensable à la continuation. En ce sens, confirme la nécessité de continuer les formations tant côté producteurs que de l'encadrement..

L'élargissement possible, après un moment de « digestion » CECAB, organisationnelle mais aussi individuelle est une autre perspective issue de nos entretiens. Plusieurs membres de la CECAB nous ont fait part de leur opinion positive quant à l'intégration « des autres ». Un élargissement nécessaire, nous rappelle l'industriel chocolatier, pour une indispensable augmentation des quantités (minimum 500 tonnes) exportées afin de pouvoir pérenniser le système. KAOKA estime que le palier des 300 tonnes devait être atteint en 2007. La croissance horizontale actuelle, par l'augmentation du nombre des producteurs, devra pour des raisons de coordination du dispositif se substituer à une augmentation des rendements.

Les deux filières se sont bien dissociées (sociotechnique, organisationnel), éloignées, en 5 ans. Aucune alternative dans le sens d'un rapprochement des deux secteurs n'apparaît en perspective. Tant les points de vue des responsables que des agriculteurs non CECAB n'en font que peu ou pas allusion : quand ce point de vue est abordé, aucune proposition concrète de mise en action (organisationnelle, appuis, etc.) n'est proposée.

Le maintien des surfaces de cacao se pose également en termes de diversification : comme le souligne un responsable, São Tomé importe 75 à 80 % de ses besoins alimentaires. Il n'y a pas d'équivalent du CECAB pour d'autres cultures regrettent certains. Pas de projet clair pour le cacao actuellement hors contrat, ainsi que en dehors du cacao.

Pour l'avenir, la construction d'une organisation, en d'autres cultures, mais aussi avec d'autres partenaires que KAOKA en cacao... La création d'association représente une condition indispensable : et nos enquêtes la font ressortir en facteur (fortement) limitant.

Enfin, un espace d'intervention de la recherche ? Nous pourrions rendre compte de cette mission – rapide – en soulignant l'absence de la Recherche. Nous partons de l'hypothèse que son intervention, en tant qu'acteur associé, est un outil a priori

favorable à l'évolution du système, favorable aux niveaux techniques, socioéconomiques et organisationnels. La nécessité de sa présence, et d'acteur distancié, nous amène à nous interpellier. La recherche « classique », CIAT, est en partie désignée comme partenaire. Mais notre point de vue (Dulcire Roche 2006) est qu'il faut aussi construire une telle alliance comme rupture entre une recherche « conventionnelle », du « 1^{er} ordre » (Nowotny *et al*, 2003), et une recherche de 2^{ème} ordre : fonctionnement interactif avec producteurs, avec l'industriel exportateur, hypothèses, pratiques sociotechniques, ... Une interaction complémentaire plus que rupture, entre ces deux démarches de recherche, afin de construire un dispositif favorable et durable.

Bibliographie

Aguilar P., 1997. La cacao culture à São Tomé et Príncipe. *Plantations, recherche et développement*, mai-juin 1997, pp. 165-70

Amoravain V., 2002. *Dynamiques de l'agriculture familiale depuis la réforme foncière, et voies d'amélioration à São Tomé e Príncipe*. Mémoire Cnearc 2, Montpellier, 85 p. + annexes

Bocoum I., 2005. *Élaboration d'une grille d'analyse des effets de la segmentation des marchés sur la qualité : le cas des producteurs de produits tropicaux*. Mémoire de Master 2, Faculté des sciences économiques de Montpellier, CIRAD, Montpellier, 99 p.

Breuillac B., 2003. Du cacao biologique pour le développement durable. In *Le Monde*, 20/05/2003.

Callon M., 1986. Éléments pour une sociologie de la traduction : la domestication des coquilles St Jacques et des marins pêcheurs dans la baie de St Brieux. *L'année sociologique*, 36, 169-208, Paris

CCI, 1991, Cacao fino o de aroma estudio de la produccion y comercio mundial. Ginebra 60p.

Debouvry P., 2003. Mision d'évaluation des appuis de la coopération française, et en particulier à travers le PNAPAF, auprès du CIAT-STP, MAE France, 78p

Dos Santos A.-P., 2005. *Le secteur productif à São Tomé et Príncipe*.

Douya E., Hermelin B., Ribier V., 2006. *Impact sur l'agriculture de la CEMAC et São Tomé et Príncipe d'un Accord de partenariat économique avec l'Union européenne*, 116 p., GRET, 2005.

Dulcire M., Roche G., 2006. *Production et gestion d'un cacao en Équateur, en réponse à une demande industrielle. Analyse et perspectives*. Cirad, Montpellier, 50 p.

FIDA, 2006. *Rapport sur l'exécution du 1^{er} cycle du programme d'appui participatif à l'agriculture familiale et à la pêche artisanal*. FIDA, Rome, 6 p.

Gründ F., 2006. *Tchiloli, Charlemagne à São Tomé sur l'île au milieu du monde*. Éditions Magellan et Cie, 136 p.

Jacquet M., 2001. *Appui à la mise en place d'un système de contrôle de la qualité du cacao exporté par São Tomé e Príncipe*. Cirad, Montpellier, 24 p.

Joiris D., De Laveleye D., 1998. *Mise en place d'interventions à São Tomé sur l'impact environnemental de la réforme foncière (ECOFAC) et sur l'habitat (APFT)*. Centre d'Anthropologie Culturelle, Université Libre de Bruxelles, 55 p.

Kaufman J.-C., 1996. *L'entretien compréhensif*. Éditions Armand Colin, Paris, 128 p.

Lenfant A., 1995. *Agriculture familiale : quelques éléments sur l'après distribution des terres, d'un point de vue de production agricole*. AFVB 28p.

- Morel, 2001. rapport de mission à São Tomé
- Nowotny H., Scott P., Gibbons M., 2003. *Repenser la science*. Éditions Belin 315 p.
- PAPAFPA 2000. Rapport de formulation 36 p.
- PNUD, 2002. *Rapport national de développement humain à São Tomé et Príncipe*. PNUD, 136 p.
- Politis, 2006. Le commerce équitable. *Politis*, n° spécial, 43, pp. , Paris.
- Salette J., 1997. La typicité : une notion nouvelle au service du produit, de ceux qui l'élaborent, et de ceux qui le consomment en l'appréciant. *Revue des Œnologues*, 85, 11-3. Paris.
- Vayssières J., 2001. *Diagnostic de fonctionnement des exploitations agricoles issues de la réforme foncière: Le cas de la région Ouest-Nord de l'île de São Tomé*. Mémoire Cnearc, Montpellier, 95 p. + annexes
- Maleysson F., 2006. Commerce équitable : carence dans les garanties. *Que choisir ?*, 436, pp. 48-53.
- Jacquiau C., 2006. *Les coulisses du commerce équitable, mensonges et vérités sur un petit business qui monte*. Éditions Mille et une Nuits, 461 p.

Annexes

- **Annexe 1 : programme de la mission**
- **Annexe 2 : termes de référence**
- **Annexe 3 : trame d'enquête**
- **Annexe 4 : Liste des personnes enquêtées**
- **Annexe 5 : présentation des premières conclusions sur place**

ANNEXE 1

PROGRAMME

Ve 10 novembre 2006	Départ
Sa 11	Arrivée, 8 h, entretien avec Antonio
Di 12	Travail interne
Lu 13	Entretiens avec membres de la communauté de Cadao San Oscar Prospection avec agriculteurs de cacao aromatique
Ma 14	8h, directions PAPAFA et CIAT 9h, entretien avec responsable projets PAPAFA 10 h, Entretien avec .. 11 h, entretien avec responsable de l'ONG ADAPPA 14 h, réunion ministère agriculture 4 personnes
Me 15	Prospection avec agriculteurs de communauté ? sur leurs cacaoyers Visite entretiens CECAB, 4 entretiens responsable CECAB, et entretien chercheur CIAT responsable du Enquêtes communauté Rosa Ribeira Funda Visite + discussions centre de recherche agronomique de Poto (4 personnes)
Je 16	Entretiens avec communautés Maria Lucia, puis Boa Entrada, Entretiens avec agronome de la plantation privée Bela Vista
Ve 17	Enquêtes communautés Agotella et Monte macaco Restitution et premières conclusions devant 6 personnes Entretien avec le chargé de coopération de l'Ambassade de France
Sa 18	Départ (entretien informel agricultrice en avion)
Di 9	Arrivée

Note 1 : les associations sont très éloignées les unes des autres, donc le temps de transport a limité le nombre voire la durée des entretiens

Note 2 : JM Kalms, coopérant 88-92, a été interviewé le 23 novembre

Note 3 : A. Deberdt, directeur de KAOKA, a été interviewé le 19 janvier 2007

ANNEXE 2 :

Termes de Référence de la mission

L'objectif de la mission est d'étudier, dans le cadre de la comparaison de filières de cacao, l'une conventionnelle et l'autre « bio-équitable », comment cette dernière filière a réussi à construire un produit de qualité différenciée, et avec quels effets.

Lors de cette étude les thèmes suivants seront abordés :

- La situation de la filière avant la construction de la filière « bio-équitable » : les pratiques, attentes et motivation des producteurs et autres acteurs.
- Mise en place de la filière différenciée : Les pré-requis géographique, qualitatifs, techniques, organisationnels ainsi que les conditions financières et institutionnelles.
- La co-construction de la relation producteurs-acheteur, l'apprentissage, l'exclusion, la mise en place d'itinéraires techniques (agriculture biologique, qualité du produit), organisationnels et sociaux économiques.
- La comparaison des effets techniques, économiques et sociaux observés pour les acteurs directs de la filière d'une part, et pour les producteurs de cacao non membres de la filière bio équitable d'autre part.

L'étude proposera une interprétation de la situation au niveau du cacao de l'ensemble de l'île. Globalement, cette filière différenciée fragilise-t-elle les autres producteurs, ou a-t-elle pour eux un effet d'entraînement ? L'étude comparée des deux filières sera faite sur la base d'enquêtes complètes au niveau d'exportateurs, d'organismes publics, et d'entretiens avec des producteurs et autres acteurs, des filières conventionnelles et bio-équitable.

Afin de mieux comprendre l'intérêt du chocolatier et le potentiel qualitatif du cacao local, lors des visites de parcelles une évaluation organoleptique du cacao frais sera faite.

Les guides d'enquête utiliseront les travaux Labelsud 2005 (mémoire I Bocoum notamment).

Le travail effectué fera l'objet d'un rapport de mission pour le 15.12.2006. Par la suite une communication et un article seront préparés.

Éléments de contexte :

Le cacao est une culture dominante de São Tome, ce pays pendant les années 1920 en est devenu le premier exportateur mondial avec plus de 30.000 t/an. Depuis la production a baissé et stagne entre 2500 et 5000 tonnes. Le produit a bénéficié au niveau international d'une grande réputation. Cependant la qualité s'est dégradée, c'est à l'heure actuelle, malgré son image nostalgique, un cacao principalement utilisé pour faire du beurre de cacao et non de la « masse » pour l'élaboration de chocolat noir. En effet en plus de défauts de présentation ce cacao a souvent un goût de fumée (provenant d'un séchage dans de mauvaises conditions).

Le cacao était produit par de grandes plantations aux mains de colons portugais qui bénéficiaient d'une main d'œuvre autochtone bon marché. A partir de 1992, suite à une décision gouvernementale, la majeure partie de ces plantations a été morcelée et distribuée en général aux ouvriers agricoles qui travaillaient dessus. De nombreux projets de développement ont appuyé et continuent d'appuyer cette restructuration de la filière cacao.

C'est dans le cadre d'un de ces projets (FIDA) que le chocolatier KAOKA a pris ses premiers contacts à São Tomé en 1998. Ce dernier s'est spécialisé dans la commercialisation de chocolat noir « haut de gamme », issu de cacao biologique et de qualité. Il a « construit » en association avec des organisations de petits producteurs une filière d'exportation de cacao sous la certification « bio » et affiché « équitable ».

ANNEXE 3 :

Trame d'enquête

Il ne s'agit pas d'un guide d'enquêtes au sens strict. Il est selon nous important de se placer en posture d'enquête compréhensive, ce qui signifie une relation de discussion, souple. L'enquêteur doit néanmoins garder en tête un certain nombre de données essentielles qu'il faudra avoir renseigné en fin d'interview. Il n'y a pas d'ordre établi, le fil de la discussion n'étant si possible pas rompu.

La grille établie est souple, mais sert d'aide mémoire. Enfin certaines questions relèvent plus du « lien social » que du renseignement nécessaire.

Les grandes catégories

1. la communauté
 - date de fondation, conditions de contractualisation (pour celles relevant de la cacaoculture biologique)
 - membres, évolutions (nombres de membres, organisation sociotechnique et organisationnelle...)
 - futur
2. l'agriculteur
 - date d'entrée, évolution de son système
 - ses huertas de cacao, caractéristiques, évolutions
 - main d'œuvre
 - sa famille, futur envisagée
3. la coopérative
 - perception de sa création
 - relations entre communautés et coopérative : conditions, bienfaits et contraintes
 - futur
4. KAOKA
 - avant, pendant CECAB
 - évolutions techniques, organisationnelles,
 - bilans
 - futur

ANNEXE 4

Liste des personnes enquêtées

Organisation	Prénom	Fonction	date
Communauté Cadao São Oscar	Jacob	Producteur	13/11/06
Communauté Cadao São Oscar	Manuel	Producteur	13/11/06
ADAPPA	Antonio	Responsable programme cacao bio	11/11/06
Communauté Maria Lucia	Manuel	Producteur	16/11/06
Communauté Maria Lucia	Lucinda	Productrice	16/11/06
ADAPPA	Francisco	Vulgarisateur agricole	14/11/06
Direction Agriculture	Argentino	Directeur	14/11/06
PAPAFPA	Helder	Directeur	14/11/06
CECAB	Idalicio Autres	Président	15/11/06
Communauté Rosa Ribeira Funda	Rosario	Producteur	15/11/06
Communauté Boa Entrada	Julia	Productrice	16/11/06
Communauté Boa Entrada	Carlos Alberto	Trésorier	16/11/06
Communauté Boa Entrada	Rosa Maria	Vocale	16/11/06
CIAT	Feliz Directeur autres	Chercheur	16/11/06
Communauté Agotella	Zulmiro	Producteur, responsable du séchage du cacao	17/11/06
Communauté Monte Macaco	Fernando	Producteur	17/11/06
CIRAD	Kalms	Chercheur	23/11/06
KAOKA	Deberdt	Directeur	19/01/07
Bela Vista		Directeur Production	16/11/06

+ CONSULAT
+ AVION

• **Annexe 5 : présentation des premières conclusions sur place**

Restitution

Mission filières Cacao, Sao Tomé

M Dulcire

G Roche

17 novembre 2006

Cadre de la mission

Le projet Fédérateur Label Sud du CIRAD: 3 axes principaux :

- La qualité spécifique, principalement les indications géographiques
- La qualité générique, en particulier la conformité sanitaire
- La qualité environnementale et sociale au sens large, écolabels, labels équitables,

L'objectif de la mission

Comparaison de filières de cacao conventionnelle et « bio-équitable »
CECAB – KAOCA

Analyse de la construction d'un produit de qualité différenciée.

Recherche de cacaos fins

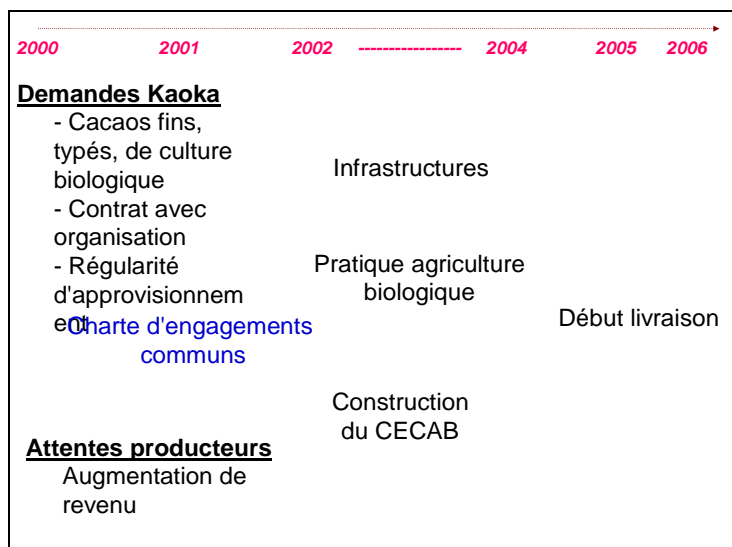
Prospection dans trois communautés
Découverte de cacaoyers donnant un
produit doux et aromatique

Deux grands "groupes"

- CECAB (coopérative exportation cacao bio)
 - Contrat avec KAOKA : engagements réciproques
 - Démarrage du processus en 2001
 - Agriculture biologique et coordination
 - Premières exportations en 2005
- "Hors CECAB"
 - Culture traditionnelle
 - Vente à des intermédiaires


KAOKA-CECAB : Objectifs initiaux

- Kaoka
 - Diversifier ses cacaos
 - Cacaos fins, typés, culture biologique
 - Régularité d'approvisionnement
 - Charte d'engagements communs
- Producteurs
 - Augmentation de revenu



Agriculteurs, et surfaces, en contrat avec KAOKA

	Communités	Agriculteurs	Surfaces (ha)	Tonnes exportées
2005	11	380		67
2006	20	780	1700	150


 Programmées sur 2008 (en cours de reconversion)
 150 agriculteurs à Sao Tomé (250 ha)
 215 à Principe (700 ha),.

Résultats

- Construction d'une organisation collective
- Formation, compréhension et engagements

KAOKA	CECAB
PRIX, minimum garanti Appui technique etc.	Culture bio Livraison en frais des agriculteurs en un lieu unique / communauté etc.

Bilan

- Revenus et contrat
- Formations et capacités
- Une organisation fonctionnelle, → exemple pour le pays
- Confiance entre producteurs, entre communautés = garantie du futur
- Conseillers techniques reconnus
- Rôle pilote de Kaoka

Bilan

- Pas toujours homogène au sein d'une communauté, ni entre communautés
- Baisse des appuis hors Cecab

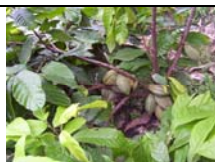
Et hors Cecab ?

- Disparition des soutiens, de l'assistance technique... réservés au Cecab
- Prix achat cacao bas
- Changement de pratiques ...

Mais...

- Début de fonctionnement collectif

Futur(s) ?



- Pérennité du système CECAB
- Augmentation des agriculteurs à CECAB
- Dynamiques hors CECAB, avec objectifs et actions collectifs
 - diversification,
 - agri bio avec contrats Kaoka ou autres, ...
- Diminution des surfaces de cacao hors Cecab ? Et de ses agriculteurs ?
- Etc.

Le commerce international du cacao

- Une forte concentration de la production (Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun,...)
- Une segmentation et une concentration de la filière (Séparation du broyage et de la fabrication du chocolat)
- Changement au niveau de la consommation (plus de chocolat noir, produits bio, origine, etc.)

Conséquences

Quel marché pour le cacao ?

- Cacao négocié en grande quantité (impossible suivi de la qualité)
- Nécessité de cacaos adaptés à la fabrication de chocolats noirs et d'origine
- Bons débouchés pour produit bio
- Un marché à deux vitesses (des différentiels qui vont monter)

Résumé

La filière de cacao « Bio – équitable » une alternative pour le cacao à SÃO TOME

Étude comparative et interaction avec la filière conventionnelle

Cette mission s'inscrit dans le cadre du projet fédérateur Labelsud. L'objectif de la mission était d'étudier, dans le cadre de la comparaison de filières de cacao conventionnelle et « bio-équitable », comment cette dernière filière a réussi à construire un produit de qualité différenciée, et avec quels effets.

Lors de cette étude les thèmes suivants ont été abordés :

- La situation de la filière avant la construction de la filière « bio-équitable » : les pratiques, attentes et motivation des producteurs et autres acteurs.
- Mise en place de la filière différenciée : Les pré-requis géographique, qualitatifs, techniques, organisationnels ainsi que les conditions financières et institutionnelles.
- La co-construction de la relation producteurs-acheteurs, l'apprentissage, l'exclusion, la mise en place d'itinéraires techniques (agriculture biologique, qualité du produit), organisationnels et sociaux économiques.
- La comparaison des effets techniques, économiques et sociaux observés pour les acteurs directs de la filière d'une part, et pour les producteurs de cacao non membres de la filière bio équitable d'autre part.

L'étude propose une interprétation de la situation au niveau du cacao de l'ensemble de l'île. L'étude comparée des deux filières est faite sur la base d'enquêtes compréhensives au niveau d'exportateurs, organismes publics, entretiens avec des producteurs et autres acteurs, des filières conventionnelles et bio-équitable.

Les guides d'enquête ont utilisé les travaux Labelsud 2005 (mémoire I Bocoum notamment)

Mots clé : Agriculture biologique - Cacao – São Tome - Filière - Label